



*transat a.t. inc.*  
*rapport annuel 2001*

## transat a.t.inc.

Transat A.T. inc. est une société intégrée qui se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyageurs implantés au Canada et en France. Transat est également active dans le transport aérien, la gestion hôtelière et les services à valeur ajoutée offerts à destination. Enfin, Transat s'est assuré une présence dynamique dans la distribution par l'entremise de réseaux d'agences de voyages et du commerce électronique.

Transat et ses filiales sont animées par la même ambition : offrir à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité, à des prix accessibles. Une ambition qui se décline en deux objectifs, soit conserver un statut de chef de file au Canada et devenir une figure importante de l'industrie du voyage vacances en Amérique du Nord et en Europe.

vacances air transat 

★ WORLD  
OF VACATIONS

★ NOLITOUR  
VACANCES

révatours

Americanada

KILOMETRE  
VOYAGES

vacances air transat  
FRANCE 

LOOK  
VOYAGES

BROKair

CONSULTOUR

  
vacances  
tourbec

exit.ca

CLUB  
VOYAGES

ANYWAY.cOm

air transat

HANDLEX

Star  
TRAVELS

DMC  
TRAVEL

JONVIEW  
CANADA

  
CAMELEON

TOURGREECE 

TRAFIC  
REMBOLLEUR DE TOURS

## faits saillants

Croissance au Canada et en France, pour un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars.

Bénéfice avant éléments inhabituels, impôts sur les bénéfices, charge d'écart d'acquisition et part des actionnaires sans contrôle de 2,7 millions de dollars.

Chute de la demande et réduction conséquente de la capacité à la suite des événements du 11 septembre, ce qui a entraîné la radiation d'éléments d'actif et des charges non récurrentes, pour un total d'environ 95 millions de dollars après impôts.

Augmentation substantielle des ventes des agences de voyages en ligne Anyway et Voyages Exit, qui ont confirmé leur avance commerciale et technologique.

Acquisition de participations dans les voyagistes Jonview Canada (le plus grand voyageur réceptif au Canada), World of Vacations, Tourgreece et Rêvateurs.

Acquisition du franchiseur et du réseau d'agences de voyages Travel Plus et Goliger's, opération qui a concrétisé l'émergence d'un réseau de distribution à l'échelle du Canada.

résultats	2001	2000
exercices terminés les 31 octobre (en milliers de dollars)		
revenus	2 121 886	1 922 550
bénéfice d'exploitation (avant charge d'écart d'acquisition)	6 748	68 646
éléments inhabituels	(116 972)	—
bénéfice net (perte nette)	(98 964)	36 640
marge brute d'autofinancement	59 357	75 226

bilans	2001	2000
aux 31 octobre (en milliers de dollars)		
espèces et quasi-espèces	84 619	147 401
actif total	614 371	684 119
dette à long terme, débiteures et obligations en vertu de contrats de location-acquisition (y compris la tranche échéant à moins d'un an)	158 390	154 135
avoir des actionnaires	135 867	232 464

par action ordinaire	2001	2000
exercices terminés les 31 octobre (en dollars)		
bénéfice (perte) avant charge d'écart d'acquisition	(2,93)	1,23
bénéfice (perte) après charge d'écart d'acquisition	(3,07)	1,14
bénéfice avant charge d'écart d'acquisition et éléments inhabituels	0,01	1,23
bénéfice (perte) dilué(e) avant charge d'écart d'acquisition	(2,93)	1,22
bénéfice (perte) dilué(e) après charge d'écart d'acquisition	(3,07)	1,13
marge brute d'autofinancement	1,84	2,34

Notre mission demeure centrée sur le voyage d'agrément, domaine dans lequel nous excellons. Sur le plan stratégique, nous avons maintenu le cap, ce qui nous a permis d'inscrire plusieurs réalisations d'envergure pendant l'année.

## voyagistes expéditifs

### vacances air transat

Premier voyageur canadien, Vacances Air Transat développe et commercialise des produits vacances ainsi que des vols, notamment à destination du Sud et de l'Europe.

### world of vacations/nolitour

World of Vacations et Nolitour proposent des produits de qualité à des prix concurrentiels à destination des États-Unis, des Bahamas, des Antilles, du Mexique, de l'Amérique du Sud, du Bassin méditerranéen et de l'Europe.

### américanada

Spécialisé dans le tourisme à la carte (FIT : *Foreign Independent Tour*), ce voyageur complète la gamme de services offerts par Transat et agit également comme consolidateur de billets d'avion.

### rêvateurs

Rêvateurs propose sur le marché québécois des circuits haut de gamme hors des sentiers battus depuis 15 ans et prévoit bientôt étendre son offre au reste du Canada.

### kilomètre voyages

Voyageur qui offre des forfaits au Québec et ailleurs en Amérique du Nord à une clientèle québécoise et aux étrangers de passage.

division de DMC transat

### vacances air transat (france)

Numéro un en France des forfaits vers le Canada, ce voyageur offre également des voyages vacances vers les États-Unis, les Antilles, le Mexique et l'Amérique du Sud.

### look voyages

En France, Look Voyages est un chef de file de la commercialisation de vols secs et forfaits vacances, notamment à destination du Bassin méditerranéen. Sa formule «Clubs Lookéa» connaît un franc succès.

société détenue à 99,2 %

### brok'air

Premier consolidateur de billets d'avion de compagnies aériennes régulières en France, Brok'Air est également active dans le développement de solutions Internet pour les agences de voyages.

## voyagistes réceptifs et services à destination

### jonview canada

Au premier rang des voyageurs réceptifs au Canada, solidement établie sur le marché européen, Jonview Canada accueille 165 000 touristes étrangers.

société détenue à 35,8 %

### DMC transat

Un des plus importants voyageurs réceptifs du Canada, DMC Transat offre principalement des voyages d'agrément individuels et de groupe.

société détenue à 71,5 %

### air transat holidays USA

Établi en Floride, ce voyageur offre des excursions aux clients de Vacances Air Transat, Vacances Air Transat (France) ainsi que Look Voyages, commercialise les vols d'Air Transat à destination du Canada et propose des forfaits à une clientèle locale.

### tourgreece

Au pied du Parthénon, Tourgreece offre des excursions, des croisières et des services d'hôtellerie aux visiteurs de passage.

société détenue à 40 % par look voyages

### trafic tours

Nouvelle société offrant des services à destination au Mexique.

société détenue à 40 %

transat a.t.

## agences de voyages et distribution

### consultour

Au Canada, Consultour agit comme chef d'orchestre d'un réseau de distribution qui compte 211 points de vente sous les bannières Club Voyages, Voyages en Liberté, Inter Voyage, Travel Plus et Goliger's.

### vacances tourbec

Réseau québécois comptant 35 agences de voyages, dont six en propriété exclusive (quatre dans de grandes surfaces).

### voyages exit

Avec un centre d'appels et un site Web transactionnel, Voyages Exit représente l'agence de voyages du 21<sup>e</sup> siècle. Elle offre sur Internet la plus importante collection de forfaits vacances au départ du Canada.

### anyway

Anyway mise sur un site Web (Anyway.com) doublé d'un centre d'appels pour offrir une vaste gamme de produits, y compris des sièges d'avion à tarifs négociés ou publiés. Affichant une croissance soutenue, Anyway figure d'ores et déjà parmi les premières agences de voyages françaises en ligne.

### club voyages (france)

Réseau français de 63 agences de voyages en propriété.

## transport aérien

### air transat

Desservant quelque 90 destinations dans 25 pays à partir du Canada, Air Transat est le plus important transporteur canadien spécialisé dans les vols nolisés.

### handlex

Entreprise qui fait de la représentation et de la manutention aéroportuaires ainsi que le nettoyage des aéronefs dans les aéroports internationaux de Montréal (Mirabel et Dorval) et de Toronto.

### star airlines

Star Airlines effectue des vols nolisés au départ de la France, principalement à destination du Bassin méditerranéen et de l'Afrique.

société détenue à 44,3 % par look voyages

## hôteliers

### cameleon

Cameleon gère des hôtels ainsi qu'un Club Lookéa suivant la tradition de qualité de Transat.

### les clubs lookéa

Familiaux, situés en pleine nature, les Clubs Lookéa connaissent un succès grandissant auprès des touristes français qui recherchent des destinations soleil dans le cadre de formules tout compris accessibles.

## message aux actionnaires

Jean-Marc Eustache  
président du conseil et  
président-directeur général,  
Transat A.T. inc.

L'exercice 2001 a été marqué par une excellente saison hivernale, avec une croissance de plus de 20 % du chiffre d'affaires et de près de 25 % du bénéfice net, suivie cependant d'un été qui s'est avéré plus exigeant – comme nous l'avions pressenti – en raison surtout du ralentissement économique et d'une offre nettement excédentaire au Canada.

Par la suite, les événements tragiques du 11 septembre aux États-Unis sont venus assombrir la situation économique, en particulier pour l'industrie du voyage. La baisse de la demande a été non seulement immédiate, mais brutale. Cette baisse a eu une incidence défavorable importante sur nos résultats.

Bien que les touristes aient recommencé à se manifester graduellement au cours de l'automne, le choc de septembre a été suffisamment dur pour commander une réduction rapide de notre offre, de sorte à nous ajuster à la diminution sans précédent de la demande et à préserver la santé financière du groupe. Aussi, dès le 24 septembre, nous avons amorcé la mise en œuvre d'un plan, surtout au Canada, entraînant une réduction d'environ 25 % de la capacité d'Air Transat et de 25 % de l'effectif, une réduction ou un gel des salaires de la direction et du personnel non syndiqué ainsi qu'un resserrement de toutes les autres dépenses. Des mesures similaires ont également été prises en France, où la baisse de la demande a cependant été moins forte. La réduction de capacité a entraîné le retrait accéléré d'une partie de la flotte d'Air Transat, dont la valeur comptable résiduelle a été radiée. Au total, cette radiation, la réduction de valeur d'autres éléments d'actif et divers éléments non récurrents se sont traduits par une charge inhabituelle d'environ 117 millions de dollars avant impôts au quatrième trimestre, dont 101 millions de dollars ne représentent aucune sortie de fonds.

Nous avons terminé l'exercice avec un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars, en hausse d'environ 10 % sur l'année précédente. De bons volumes de vente et des prix plus élevés pendant l'hiver de même que les acquisitions expliquent cette performance. Par contre, la vigueur du dollar américain, la concurrence très vive, surtout pendant l'été, la forte contraction des activités après le 11 septembre et finalement l'augmentation des coûts dont ceux de l'entretien des avions ont pesé sur les marges. Nous enregistrons une perte nette de 99 millions de dollars (3,07 \$ par action) après éléments inhabituels, par rapport à un bénéfice net de 36,6 millions de dollars (1,14 \$ par action) en 2000. N'eût été de la radiation d'actifs et des autres éléments inhabituels, la société aurait affiché un bénéfice de 2,7 millions de dollars avant impôts, charge d'écart d'acquisition et part des actionnaires sans contrôle.

Sur le plan stratégique, nous avons maintenu le cap, ce qui nous a permis d'inscrire plusieurs réalisations d'envergure pendant l'année. Notre mission demeure centrée sur le voyage d'agrément, domaine dans lequel nous excellons, et Transat s'est maintenue sans difficulté dans le peloton de tête des voyageurs internationaux. Nous continuons de compter sur l'intégration verticale, le développement de la gamme de produits et la pénétration de nouveaux marchés pour assurer notre expansion et notre rentabilité.

## notre mission : le voyage d'agrément

### les voyageurs expéditifs

Le voyage d'agrément est avant tout l'affaire de nos voyageurs expéditifs, qui «assemblent» les produits à partir de ressources qu'ils se procurent auprès des autres divisions ou sociétés du groupe, ainsi que d'autres fournisseurs. Les voyageurs sont les chefs d'orchestre d'une chaîne de création de valeur où le réseau de distribution, le transporteur aérien, les services à destination et la gestion hôtelière ont tous un rôle essentiel à jouer dans la satisfaction du client et donc dans le succès du groupe.

Au Canada, nous comptons principalement sur deux grandes organisations. D'abord, Vacances Air Transat, qui demeure le plus important voyageur du Canada, est reconnue entre autres pour sa vision en matière de développement de produits. Très présente auprès des grands réseaux d'agences de voyages, Vacances Air Transat joue un rôle de premier plan dans nos projets de croissance au Canada. Ensuite, nous avons en cours d'exercice acheté la totalité de World of Vacations, dont nous détenions auparavant 35 %, pour la regrouper, le 1<sup>er</sup> mai 2001, avec Regent Holidays. World of Vacations partage la même équipe de direction que le voyageur Nolitour, actif au Québec. Cette intégration plus poussée nous a procuré une seconde organisation de mise en marché véritablement nationale, World of Vacations/Nolitour, et nous a permis d'accroître notre efficacité et notre cohésion.

Pendant l'exercice, nous avons acheté Révateurs, voyageur du Québec spécialisé depuis une quinzaine d'années dans les circuits haut de gamme en Asie, en Europe de l'Est, en Afrique du Nord, en Grèce et en Turquie. Cette acquisition va nous permettre de pénétrer un nouveau créneau de marché et de rejoindre de nouvelles clientèles.

En France, nous comptons sur le voyageur Look Voyages, qui a connu une bonne année, quoique la saison estivale ait été, comme en Amérique du Nord, plus exigeante. La concurrence demeure très vive sur le marché français, où nous comptons aussi sur Brok'Air et sur Vacances Air Transat (France).

### les agences de voyages et la distribution

Nous avons accru notre présence directe dans la distribution avec l'acquisition, par Consultour, du franchiseur canadien Travel Plus, réseau d'une soixantaine d'agences de voyages indépendantes sous les bannières Travel Plus et Goliger's. Cette acquisition nous a donné des racines plus profondes dans le reste du Canada, marché prioritaire en raison de son potentiel de croissance. Consultour (en incluant Tourbec) est ainsi devenue le deuxième réseau canadien d'agences de voyages, avec près de 250 agences franchisées, affiliées ou en propriété. Nous avons également renforcé notre présence en France avec l'acquisition de plusieurs agences, portant leur nombre à 63. Au total, nous estimons que nos produits sont distribués par environ 8 000 agences de voyages au Canada et en France.

Nos deux agences de voyages en ligne, soit Anyway en France et Voyages Exit au Canada, ayant des plateformes Web doublées de centres d'appels, ont connu une excellente année. La commercialisation de nos produits par l'entremise d'Internet est promise à un bel avenir. Les deux entreprises ont vu augmenter non seulement leur chiffre d'affaires considérablement, mais également la proportion des réservations faites sur Internet. Tant Voyages Exit qu'Anyway ont franchi des étapes importantes dans l'élargissement de leur gamme de produits. De même, toutes deux ont progressé dans la constitution d'alliances qui confirment l'attrait de notre modèle d'affaires, la qualité de notre technologie et surtout la longueur d'avance que nous avons prise en ces matières des deux côtés de l'Atlantique. Nous continuons de croire qu'Anyway sera un outil stratégique efficace pour la pénétration de nouveaux marchés européens lorsque les circonstances s'y prêteront.

### nos compagnies aériennes

Un accès flexible à des services de transport aérien de qualité à bon prix représente une dimension critique du succès de tout voyageur international. Nos filiales Air Transat et la société de services aéroportuaires Handlex au Canada ainsi que notre société affiliée Star Airlines en France sont spécialisées dans les vols nolisés et, à ce titre, constituent des maillons très importants du groupe. Au dernier exercice, les deux entreprises aériennes ont transporté à peu près le même nombre de voyageurs que l'année précédente, toutes deux ayant subi les répercussions du 11 septembre. Chez Air Transat, nos programmes d'amélioration continue ont porté leurs fruits, comme en témoignent un taux de ponctualité enviable et le fort degré de satisfaction de la clientèle. Nous poursuivons également nos efforts de réorganisation des processus en vue d'améliorer la rentabilité de ce transporteur. En août 2001, Air Transat a connu l'incident le plus sérieux de ses quelque 15 ans d'histoire, lorsqu'un de ses appareils a dû se poser d'urgence aux Açores. Nous avons traité cette affaire exceptionnelle avec diligence, nous concentrant en premier lieu sur le bien-être des passagers directement affectés. D'importantes mesures ont ensuite été prises pour éviter qu'une telle situation se reproduise.



### les voyageurs réceptifs, l'hôtellerie et les services à destination

L'étape ultime de l'intégration verticale touche la destination, ce qui permet de boucler la boucle et d'exercer le maximum de contrôle sur le produit. Trois dimensions importantes nous intéressent à cet égard, soit les activités de voyageur réceptif, l'hôtellerie et les services à destination.

De concert avec un de nos actionnaires, le Fonds de solidarité FTQ, nous avons, au cours de l'exercice 2001, pris une participation dans Jonview Canada, le plus important voyageur réceptif du Canada avec un chiffre d'affaires de 100 millions de dollars par année et des compétences dans plusieurs créneaux importants. L'acquisition du chef de file Jonview Canada, qui se fera en deux temps, nous permettra de consolider notre présence en Europe, en Amérique latine et en Asie, parallèlement aux activités du voyageur réceptif canadien DMC Transat, très actif principalement sur le marché français.

Nous continuons de renforcer notre activité avec la gestion hôtelière, une dimension fort importante de tout forfait. Les services d'hébergement de qualité constituent un enjeu stratégique dont l'importance continue de s'accroître, surtout pour les destinations les plus recherchées. Nous misons pour cela sur notre filiale Cameleon, qui se consacre à la gestion d'établissements hôteliers et qui vient de connaître une année couronnée de succès. Nous poursuivons aussi le développement des Clubs Lookéa, par l'entremise de Look Voyages. Leur succès sur le marché français ne se dément pas, et notre objectif est d'en compter une trentaine d'ici 2005.

Les services à destination, à savoir les activités optionnelles offertes aux touristes une fois sur place, représentent également un marché prometteur, notamment en raison des marges qu'ils commandent. Nous avons pris une participation de 40 % dans le capital de Tourgreece, un de nos partenaires de longue date à Athènes, qui offre depuis plus de 20 ans des services à destination aux touristes étrangers, avec une option sur une participation majoritaire. Nous avons également créé une division offrant des services à destination au Mexique sous l'appellation de Trafic Tours, qui pourrait étendre sa présence sur d'autres marchés.

## perspectives

L'année touristique 2002 sera exceptionnelle au vu des défis qui s'annoncent, compte tenu des attentats du 11 septembre et de leurs répercussions sur toute l'industrie du voyage. Comme notre industrie s'est historiquement bien comportée en temps de récession, elle aurait vraisemblablement beaucoup moins souffert du ralentissement économique qui se dessinait à cette date, peu importe sa gravité, n'eût été des attentats.

Le tourisme international a en effet démontré, au cours des 50 dernières années, une forte résistance aux crises économiques et politiques, ayant affiché une croissance ininterrompue de 7 % en moyenne par année sur cette période, sauf en 1982. De plus, les années de croissance plus lente ont souvent été suivies d'années exceptionnelles, les gens tendant à reporter leurs voyages plutôt qu'à abandonner leurs projets. Certains facteurs structureaux, comme le fait que les baby-boomers arrivent à l'âge de la retraite, sont en santé et disposent des moyens voulus pour voyager, combiné à une plus grande disponibilité de temps pour les loisirs et à un plus grand intérêt pour de nouvelles destinations, permettent de penser que la demande pour le produit touristique va se rétablir et continuer d'augmenter.

S'il est donc permis de croire que la reprise est inéluctable, son rythme demeure une grande inconnue. Il est possible, de surcroît, que la nature des flux touristiques s'en trouve transformée, ce qui demandera des ajustements de la part de l'industrie. Les premiers signes d'une telle transformation sont apparus à l'automne 2001. Ainsi, certaines destinations pourraient désormais être jugées plus à risque, d'autres moins, ces dernières pouvant devenir des produits de substitution en vogue. Certains produits, comme des séjours plus courts ou des destinations moins éloignées, pourraient également gagner en popularité. Quoi qu'il en soit, Transat est bien positionnée, et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord, nous avons réagi promptement pour éviter une crise financière grave. Nous regrettons évidemment d'avoir eu à mettre à pied plus de mille employés loyaux. Mais c'était un passage obligé, et personne plus que les membres de la direction ne souhaite un retour rapide de la croissance. Au moment de signer ce message, Transat dispose des ressources qui correspondent, selon nous, aux besoins du marché pour les prochaines saisons d'hiver et d'été.

Ensuite, Transat tire environ 32 % de son chiffre d'affaires du marché français, où l'incidence sur la demande a été beaucoup moins forte qu'en Amérique du Nord et où, semble-t-il, la reprise pourrait être un peu plus rapide.

Transat se classe parmi les dix plus grands voyagistes du monde. Étant donné notre masse critique, notre présence sur deux continents, le grand nombre de destinations que nous desservons et surtout notre structure intégrée, nous bénéficions d'une importante souplesse d'adaptation. Par exemple, nos liens privilégiés avec nos partenaires hôteliers nous ont procuré, face aux événements du 11 septembre, une grande souplesse dans la gestion des stocks de chambres.

Le marché du transport aérien canadien, où sévissait en 2000 et en 2001 une surcapacité malsaine qui a eu un effet réel sur nos affaires, surtout pendant la dernière saison estivale, est en train de se transformer. La disparition de certains de nos concurrents, à cet égard, améliore notre position. Lorsque le marché reviendra à la normale, ce que nous souhaitons vivement, Transat et Air Transat seront en excellente posture pour bénéficier de la reprise.



Enfin, nous avons pu annoncer, dès le début de l'exercice 2002, un investissement de 20 millions de dollars, consenti par deux de nos actionnaires, auquel s'est ajouté un apport de près de deux millions de dollars de la direction et de membres du conseil d'administration, le tout sous forme de débentures non convertibles. Nous avons subséquemment annoncé une émission de débentures convertibles d'un montant de 51 millions de dollars dont nous avons effectué la clôture au mois de février 2002. Nos banquiers, comme nous l'expliquons plus loin dans ce rapport, ont également contribué en reconduisant notre facilité de crédit et en libérant des garanties qui ont amélioré notre trésorerie d'un montant de 20 millions de dollars. Grâce à cet appui de nos partenaires financiers, toute l'équipe Transat est prête à relever le défi de l'exercice 2002.

Pour terminer, je voudrais souligner la nomination de M<sup>e</sup> Bernard Bussières aux postes de vice-président, Affaires juridiques et de secrétaire de la société. Je souhaite également remercier et encourager tous les membres de notre personnel, y compris ceux qui nous ont quittés ces derniers mois en raison de la conjoncture. J'adresse en outre des remerciements et des encouragements particuliers à toute l'équipe d'Air Transat, plus directement touchée par les derniers événements, de même qu'à l'équipage du vol TS 236 du 23 août 2001, dont nous avons pu, avec nos collègues et nos clients, constater le professionnalisme. Je remercie enfin les membres du conseil d'administration qui, tout au long de l'année, nous ont accompagnés avec leur sagesse et leur rigueur habituelles.

Le président du conseil et président-directeur général, Transat A.T. inc.

Jean-Marc Eustache  
Montréal, le 13 février 2002

vacances air transat  
world of vacations/  
nolitour  
américanada  
rêvatours  
kilomètre voyages

les voyageurs  
expéditifs



le repos

soleil, plage, palmier, hamac, mer, parasol, transat



Au Canada, le groupe Transat est le chef  
de file de son secteur.

Vacances Air Transat est le plus important voyageur du Canada. Parmi les rares voyageurs à avoir équilibré ses volumes d'activités hivernal et estival, cette filiale dessert notamment tous les grands réseaux nationaux d'agences de voyages. Outre des forfaits vers le Sud en hiver et vers l'Europe en été, elle commercialise des vols secs sur la Floride ainsi que des forfaits à destination de Las Vegas. De plus, Vacances Air Transat distribue les produits de plusieurs grandes sociétés de croisière.

En outre, le groupe compte un deuxième grand voyageur national, soit World of Vacations, auquel ont été intégrées les activités de Regent Holidays et de Nolitour, actif au Québec. Ce regroupement a généré des gains importants sur le plan de l'efficacité. World of Vacations/Nolitour, très présente dans les forfaits vacances, se distingue par ailleurs par ses destinations exclusives, le développement de sa présence dans le Bassin méditerranéen, notamment en Grèce, et ses croisières. World of Vacations/Nolitour dessert entre autres un grand nombre d'agences de voyages indépendantes du pays.

Vacances Air Transat a connu une excellente année, malgré certaines pressions sur les marges pendant l'été. World of Vacations/Nolitour a connu un bon hiver, alors que la saison estivale a été plus exigeante.

Pour étoffer l'offre de Vacances Air Transat d'une part et de World of Vacations/Nolitour d'autre part, Transat a également étendu sa présence dans d'autres créneaux du marché. Ainsi, Transat a fait l'acquisition en 2000 du voyageur Américanada, qui offre la formule dite FIT (Foreign Independent Tour ou voyage individuel à la carte), c'est-à-dire la vente de services d'hébergement et de location de voiture accompagnés de sièges d'avion. La mission d'Américanada a été élargie en 2001 pour inclure une activité complémentaire, soit la consolidation de billets d'avion de lignes aériennes variées. Ces activités, relevant auparavant de Consultour, représentent un chiffre d'affaires substantiel de 60 millions de dollars et ont été regroupées chez Américanada pour plus d'efficacité. Américanada a ouvert un bureau à Toronto au cours de l'exercice et prévoit en ouvrir un à Vancouver en 2002.

C'est dans la même stratégie d'expansion que s'inscrit l'acquisition, en 2001, du voyageur Rêvateurs, exerçant ses activités au Québec. Rêvateurs se spécialise dans les circuits haut de gamme vers l'Asie (Chine, Vietnam, Inde, etc.), l'Europe de l'Est, l'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc), la Grèce et la Turquie, avec des formules qui s'adressent à des segments de marché plus restreints. Ce sont cependant des marchés, des destinations et des produits dont le potentiel de croissance est très élevé, étant donné l'attrait grandissant qu'ils suscitent auprès d'une certaine clientèle. Rêvateurs recensait ainsi environ 7 000 clients par année au Québec, et ses produits, maintenant que le voyageur fait partie du groupe Transat, pourront être distribués dans tout le pays.

jonview canada  
DMC transat  
air transat holidays USA  
cameleon  
trafic tours

les voyageurs réceptifs,  
l'hôtellerie et les services  
à destination



le choix

circuits, croisières, aventures, accueil, plongée, visites



Le voyageur réceptif développe et fournit une gamme de services qui, à destination, vont du simple transfert de passagers à leur prise en charge complète pour la durée de leur séjour.

À la suite de l'acquisition, en début d'exercice, d'une participation dans Jonview Canada, Transat occupe le premier rang au Canada sur ce marché. Solidement implantée en Europe, en Amérique latine et en Asie, Jonview Canada met en valeur la destination touristique canadienne, très recherchée dans le monde, pour laquelle elle a élaboré une gamme de produits ciblant différents segments de marché. C'est donc une acquisition qui permet à Transat d'accéder à de nouveaux bassins de clientèle et qui autorise des synergies prometteuses avec Air Transat.

Jonview Canada se distingue notamment par son approche résolument avant-gardiste en matière de technologie. En plus de systèmes d'information de pointe pour la gestion de ses produits, elle a mis en œuvre pendant le dernier exercice une nouvelle plate-forme de commerce électronique qui a facilité ses rapports avec les voyagistes chargés de distribuer ses produits à l'échelle internationale. Ceux-ci peuvent accéder aux systèmes de Jonview Canada par Internet ou par liaison directe. Il en résulte un réseau serré de relations et de partenariats, de même qu'une efficacité accrue. Une proportion importante des réservations se fait déjà électroniquement, et une phase ultérieure du projet vise l'établissement de liaisons électroniques avec des partenaires fournisseurs clés en aval, par exemple les hôteliers.

Le dernier exercice a été marqué par d'importants gains de parts de marché pour Jonview Canada. Cependant, des facteurs externes, comme les taux de change défavorables, ont eu un effet négatif sur l'ensemble de la demande sur le marché européen, tout au long de l'année. En toute fin d'exercice, les événements du 11 septembre ont entraîné une forte diminution du nombre de visiteurs étrangers au Canada, surtout sur les vols long-courriers.

DMC Transat est toujours le plus important voyagiste réceptif canadien à offrir sur le marché français des circuits en autocar au Canada. La mise en marché en France est assurée par Vacances Air Transat (France), son client le plus important. Au cours du dernier exercice, DMC Transat a innové en entreprenant avec succès un nouveau marché francophone, le Maroc, avec un vol hebdomadaire vers Montréal.

Cameleon, une filiale de gestion hôtelière fondée en 1999, gère maintenant des hôtels à Puerto Aventuras près de Cancun (Mexique) et à Montego Bay (Jamaïque), de même qu'un Club Lookéa dans la palmeraie de Marrakech, au Maroc. Ces activités s'inscrivent pleinement dans la stratégie de croissance du groupe, basée sur l'intégration verticale. En matière d'hébergement, la société contrôle ainsi davantage la qualité du produit et son approvisionnement en chambres de qualité sur les destinations les plus attrayantes et les plus en demande.

Transat a également mis sur pied une nouvelle organisation, Trafic Tours, pour offrir des services à valeur ajoutée à destination au Mexique.

consultour  
vacances tourbec  
voyages exit

les agences de voyages  
et la distribution



la culture

architecture, arts, gastronomie, mémoire, histoire



Sur le marché canadien, l'exercice 2001 a été l'occasion d'une importante expansion du réseau d'agences de voyages.



Sur le marché canadien, l'exercice 2001 a été l'occasion d'une importante expansion du réseau d'agences de voyages, grâce à l'acquisition du franchiseur Travel Plus et de ses 61 agences exploitées sous les bannières Travel Plus et Goliger's. Cette acquisition a porté à 246 le nombre d'agences du groupe — franchisées, affiliées ou détenues en propriété, y compris les agences Tourbec. Consultour figure au premier rang des franchiseurs au Québec, et maintenant au deuxième rang au Canada.

La croissance rapide du commerce électronique, et des pressions comme la nouvelle baisse des commissions consenties par les compagnies aériennes, entraînent une transformation en profondeur des agences de voyages. Plus que jamais, celles-ci doivent offrir des services personnalisés et une valeur ajoutée, ce qui les oblige à rester en phase avec le consommateur et ses besoins. Des virages doivent donc être effectués, y compris dans le portefeuille de produits mis de l'avant par l'agent de voyages, mais surtout dans la formation et le perfectionnement des ressources, de même que dans la mise en marché. C'est ce à quoi s'attache principalement Consultour, et ce, à l'échelle nationale, de manière à bâtir un solide réseau d'agences de voyages. Cet effort d'adaptation est d'autant plus important que le climat économique et les événements du 11 septembre ont précipité la mutation du marché. Aussi, l'équipe de Consultour s'est-elle penchée principalement sur le soutien aux membres du réseau et sur la diversification des produits offerts qui, dans ces nouvelles conditions, attireront les consommateurs.

Voyages Exit lançait en 1999 son agence de voyages en ligne, qui met en jeu un site Web transactionnel et un centre d'appels. Voyages Exit a connu une forte croissance pendant l'exercice, manquant de peu, à cause du 11 septembre, un objectif par ailleurs ambitieux. En fait, le site reçoit plus de 450 000 visiteurs uniques chaque mois, et Voyages Exit a recensé environ 50 000 clients pendant l'exercice, dont près des deux tiers sont passés par le Web, le quart ayant effectué leur transaction directement sur le site. Ces chiffres, qui font écho à la performance d'autres sites du même genre aux États-Unis, semblent indiquer que le voyage se situe parmi les secteurs du commerce électronique les plus prometteurs. Voyages Exit donne ainsi accès, de manière très conviviale, à la plus importante collection de forfaits vacances, de vols nolisés, de vols réguliers et de billets consolidés au départ du Canada, le tout mis à jour en temps réel. Il s'agit de produits non seulement de Transat, mais également de plusieurs autres voyagistes.

La plate-forme technologique d'exit.ca a fait ses preuves au cours de cette année fort active et a contribué à attiser l'intérêt d'entreprises exploitant des portails Internet et souhaitant y intégrer des services d'agences de voyages en ligne. Ainsi, Voyages Exit est devenue en cours d'année le partenaire vacances au Canada d'AOL (America Online), de Sympatico, de Travelocity et de Quebecor Média.

Soucieuse de faire évoluer le site et ses ressources en fonction du public voyageur, Voyages Exit implantera une nouvelle interface encore plus performante dès le début de 2002, qui pourrait par exemple réduire davantage le nombre de clics nécessaires pour les recherches et les réservations, et offrir de nouveaux moteurs de recherche de forfaits.

air transat  
handlex



le transport aérien

la confiance

sécurité, fiabilité, expérience, précision, capacité



Air Transat a transporté environ 3,3 millions de passagers au cours du dernier exercice, soit à peu près le même nombre que l'année précédente.

Air Transat demeure en tête des compagnies aériennes spécialisées dans les vols nolisés au Canada, desservant environ 90 destinations dans 25 pays au départ d'une dizaine de villes canadiennes. Elle a inauguré avec succès un vol hebdomadaire, pour l'été, au départ de Vancouver vers le Japon, à la suite d'une entente avec un voyageur de ce pays, et a maintenu sa liaison entre Buffalo et la République dominicaine. Air Transat demeure le premier exploitant de vols vacances vers la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Grèce, l'Allemagne, le Portugal, la Suisse, Cuba, la République dominicaine, le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Costa Rica. Elle dessert principalement les destinations du Sud durant la saison hivernale, et l'Europe durant l'été.

Environ deux tiers des ventes d'Air Transat sont faites aux voyageurs du groupe, le reste des sièges étant essentiellement achetés par d'autres voyageurs. Pendant l'année, Air Transat a lancé un nouveau site Internet qui non seulement procure une mine d'informations aux touristes, mais permet également des réservations en ligne, grâce à un partenariat étroit avec Voyages Exit, l'agence de voyages en ligne canadienne du groupe.

Comme prévu, Air Transat mettra un autre Airbus A310-300 en exploitation en 2002, soit le dernier appareil d'une série de cinq visant à renouveler sa flotte. Il s'agit d'un appareil idéal pour les besoins des voyageurs du groupe. Conjuguant fiabilité et confort, le Airbus A310 permet des vols sans escale sur l'ensemble des destinations d'Air Transat. Air Transat a par ailleurs retiré ses sept Lockheed L-1011-150 du service, compte tenu de la baisse de la demande. Finalement, à la suite du retrait des Lockheed L-1011-150, Air Transat ajoutera un quatrième Airbus A330 à sa flotte pour la prochaine saison d'été. Air Transat est engagée depuis bientôt deux ans dans un vaste effort de réorganisation et d'amélioration des processus qui touche tous les aspects de ses activités. Ce projet d'envergure, qui avance par étapes, a pour but de pousser au maximum la qualité du service tout en optimisant les ressources. Il inclut une révision complète des processus liés à l'entretien des appareils, l'intégration des fonctions liées au service aux passagers et à l'affectation des équipages et des appareils, ainsi que la mise en œuvre d'un nouveau système d'information de gestion. Sur tous ces aspects des activités d'exploitation, des résultats tangibles ont déjà été récoltés et se sont traduits par un taux de ponctualité amélioré. En 2001, Air Transat a effectué environ 15 000 segments de vols, soit en moyenne près de 300 vols par semaine.

À la suite de l'atterrissage d'urgence d'un de ses appareils en août 2001, Air Transat a mis en place des mesures supplémentaires, certaines imposées par les organismes de réglementation, d'autres volontaires, qui sont venues s'ajouter au vaste effort qu'elle consentait déjà pour améliorer ses méthodes. Ces mesures, inspirées d'un principe de précaution auquel Air Transat a toujours adhéré sans réserve, touchent notamment certains aspects de la formation des équipages et de l'inspection des travaux d'entretien. Air Transat continue, comme elle l'a toujours fait, de collaborer étroitement avec les autorités canadiennes.

Le coût du carburant, qui n'a commencé à décroître qu'à l'été, la concurrence accrue, surtout pendant l'été, qui a influé sur les taux de remplissage, les coûts d'entretien des appareils et surtout la forte baisse des activités après le 11 septembre ont eu une incidence sur les résultats d'Air Transat en 2001. Quelque 650 mises à pied et la réduction du nombre de vols sur de nombreuses liaisons, surtout la Floride, ont réduit l'offre d'environ 25 % chez Air Transat pour la saison d'hiver 2001-2002. Par ailleurs, plusieurs mesures à caractère commercial ont été prises pour encourager la clientèle à voyager.

Partenaire au sol d'Air Transat dans le secteur de la représentation et des services de manutention aéroportuaires, la société Handlex a connu une bonne année. Elle a notamment noué des collaborations avec EgyptAir, Virgin Atlantic et Exp-Air Cargo.

vacances air transat  
(france)  
look voyages  
brok'air  
tourgreece

les voyageurs expéditifs,  
les clubs lookéa et  
les services à destination

le regard

animation, rencontres, plaisirs, échanges, observation

En France, les activités de voyageur de Transat s'articulent autour de Look Voyages, de Vacances Air Transat (France) et du consolidateur de billets d'avion Brok'Air.

Look Voyages a poursuivi sa progression, ayant connu en 2001 un exercice marqué par la stabilité et la rentabilité. La saison estivale, comme en Amérique du Nord, a été plus exigeante, alors que la saison d'hiver avait été excellente, et ce, pour l'ensemble du marché français. En septembre, certaines destinations nord-africaines ou du Bassin méditerranéen, importantes pour Look Voyages, ont vu la demande diminuer fortement à cause de l'incertitude liée aux événements du 11 septembre. Look Voyages a continué à marquer des points en augmentant, comme elle le souhaitait, la proportion de la vente de forfaits dans l'ensemble de ses affaires, par rapport aux vols secs. La stratégie de Look Voyages s'appuie avant tout sur une gamme élargie de produits de qualité, des prix concurrentiels, environ 90 compagnies partenaires et, bien entendu, les Clubs Lookéa. Ses produits sont distribués par les agences de voyages françaises. Toujours chef de file des vols secs, Look Voyages offre à ses clients quelque 800 destinations dans le monde, au départ de Paris et de sept villes de province.

Les Clubs Lookéa sont un produit vedette de Look Voyages et continuent de connaître du succès auprès du public français. Situés dans des endroits privilégiés, ces centres de villégiature mettent le voyageur en contact avec une nature souvent luxuriante. On en comptait 14 à la fin de l'exercice 2001. Vingt-deux clubs seront proposés en 2003, et une trentaine d'ici 2005. Les ouvertures prévues pour 2002 sont au Mexique, au Kenya, en Sicile, en Espagne et en France (Alpes). Transat privilégie pour les Clubs Lookéa une formule qui fait appel à des partenaires pour la gestion des établissements, Look Voyages se chargeant de l'animation et de l'encadrement du site. Au cours du dernier exercice, Look Voyages a poursuivi ses efforts en vue de s'assurer que les installations continuent de respecter les normes de qualité recherchées par la clientèle.

Toujours parmi les dix premiers voyagistes de France, Vacances Air Transat (France) continue de renforcer sa présence sur le marché du long-courrier en s'appuyant sur sa position de chef de file à destination du Canada. Bien que le Canada demeure une destination appréciée, la faiblesse relative des devises européennes et les événements de septembre ont pesé sur le trafic pendant la dernière année. Forte de son alliance avec sa contrepartie canadienne, Vacances Air Transat (France) demeure un voyagiste majeur pour la République dominicaine, Cuba et le Mexique. Brok'Air, toujours active dans la consolidation de billets d'avion à tarifs négociés, distribue ses produits par l'entremise d'agences de voyages et d'Anyway.

Le développement de services à destination, comme les excursions et autres produits offerts en option au consommateur de destinations soleil, représente une source de croissance potentielle importante. C'est dans cet esprit que s'inscrit une prise de participation de 40 % dans le capital de Tourgreece, partenaire de longue date installé à Athènes. Cette entreprise se spécialise entre autres dans les services d'hôtellerie, les excursions et les croisières, son chiffre d'affaires annuel se situant dans les 19 millions de dollars. Transat, par l'entremise de Look Voyages en France, détient une option l'autorisant à prendre une participation majoritaire dans Tourgreece.

club voyages  
anyway  
star airlines

les agences de voyages,  
la distribution  
et le transport aérien



la diversité

exotisme, découvertes, dépaysement, évasion



Le consommateur français a accès à une grande variété de moyens pour acheter un forfait vacances ou des billets d'avion : agences de voyages traditionnelles ou virtuelles, comités d'entreprise, milieu associatif, groupistes.

En France, Transat compte 63 points de vente en propriété exclusive sous la bannière Club Voyages, dont 34 dans la grande région parisienne. Pendant l'exercice, une quinzaine d'autres agences ont été acquises, la plupart dans la même région. Fidèle à sa stratégie de croissance, et compte tenu du climat de consolidation qui règne sur le marché, le groupe entend continuer à élargir son réseau de distribution en France.

Anyway exploite un centre d'appels et le site Web anyway.com. Anyway offre des billets d'avion, des chambres d'hôtel, des voitures, des séjours et, de plus en plus, des forfaits. Avec l'ajout récent des vols nolisés offerts par Vacances Air Transat (France), Anyway distribue maintenant la totalité des produits aériens du groupe. L'élargissement de la gamme de produits va se poursuivre en 2002. Depuis son lancement en avril 1999, Anyway affiche une croissance soutenue, et cette tendance s'est poursuivie en 2001, avec un taux de croissance de près de 60 %, tout juste en deçà de ses objectifs malgré la forte baisse des réservations en septembre et en octobre. Tout comme Voyages Exit au Canada, Anyway voit la proportion de ses réservations en ligne augmenter rapidement, de même que le taux de transformation de son centre d'appels, le consommateur ayant de plus en plus souvent déjà pris sa décision avant même d'établir la communication téléphonique. Cette évolution se traduit par une efficacité accrue et par des coûts unitaires réduits. Anyway s'est dotée de nouvelles installations pendant l'exercice pour être en mesure d'absorber un fort taux de croissance.

Anyway a par ailleurs commencé une activité de sous-traitance par des partenariats qui lui ont permis d'étendre son influence. Ainsi, Anyway agit maintenant comme sous-traitant exclusif, en France, pour Expedia, numéro deux mondial des voyages en ligne. Anyway a également des ententes avec d'autres portails, soit Wanadoo et Voila (France Télécom), de même que Yahoo! France. Ces partenariats, qui en disent long sur la solidité de la plate-forme technologique et commerciale d'Anyway, ont une influence notable sur le volume d'affaires et sur l'efficacité de l'entreprise.

Star Airlines dessert principalement l'Europe continentale, le Bassin méditerranéen et l'Afrique du Nord. Elle exploite une flotte composée de cinq Airbus A320, appareils performants et bien adaptés à ce marché. Un sixième appareil du même type sera ajouté à la flotte en 2002, et ce, à d'excellentes conditions. Star Airlines parcourt des distances moyennes plus courtes que celles d'autres transporteurs, son volume d'activités fluctue selon la saison, et la réglementation européenne, notamment en matière de bruit et de performance environnementale, est particulièrement exigeante, autant de facteurs qui militent en faveur du Airbus A320. Le nombre de passagers transportés en 2001 a été semblable à celui de l'année précédente. Par ailleurs, Star Airlines a mis sur pied deux nouvelles sociétés affiliées, pour le service alimentaire à bord des appareils et la formation des pilotes.

## commentaires et analyse de la direction

Lorraine Maheu  
vice-présidente,  
finances et administration  
et chef  
de la direction financière

### résultats de l'exercice 2001

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, les revenus de Transat ont été de 2,1 milliards de dollars comparativement à 1,9 milliard de dollars pour l'exercice 2000, soit une augmentation de 10,4 %. Cette augmentation est principalement attribuable à des acquisitions faites pendant l'exercice de même qu'à la hausse générale des prix, surtout pendant la saison d'hiver. Cependant, la concurrence très vive pendant la saison d'été et la baisse de la demande, surtout en septembre et octobre, à la suite des attentats survenus aux États-Unis le 11 septembre 2001 ont nui aux revenus.

### saison d'hiver

Les résultats de la saison d'hiver, pendant laquelle la société vend surtout des voyages vers les destinations soleil, ont été excellents. Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2001, Transat affiche des revenus de 1,2 milliard de dollars et un bénéfice avant impôts de 30,6 millions de dollars, comparativement à des revenus de 991,9 millions de dollars et à un bénéfice avant impôts de 25,8 millions de dollars pour la période correspondante l'exercice précédent. La croissance, bien qu'attribuable en partie aux acquisitions, provenait principalement d'augmentations de volumes et de prix.

### saison d'été

La deuxième moitié de l'exercice a été plus exigeante que prévu, en raison du ralentissement de l'économie, de la concurrence très vive, d'une surcapacité dans le transport aérien au Canada et des pressions sur les prix qui en ont découlé. La demande a également fléchi sur certains marchés, surtout après le 11 septembre, ajoutant de la pression additionnelle sur les prix de vente. Enfin, le dollar américain, toujours fort (les compagnies aériennes paient une partie importante de leurs dépenses en dollars américains), ainsi que l'augmentation des coûts, dont ceux de l'entretien des avions, ont eu un effet défavorable sur les marges. L'incertitude économique et, plus tard, les événements du 11 septembre, ont certainement nui à la demande. Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2001, Transat affiche des revenus de 922,5 millions de dollars et une perte de 32,5 millions de dollars avant éléments inhabituels et impôts, comparativement à des revenus de 930,6 millions de dollars et un bénéfice avant impôts de 38,3 millions de dollars pour la période correspondante l'exercice précédent.



## éléments inhabituels

Les attentats du 11 septembre ont fait chuter la demande de façon marquée. Transat a réagi rapidement à cette situation en réduisant sa capacité et la taille de son organisation. Les mesures prises par Transat en septembre se traduisent par la radiation de certains actifs, corporels et incorporels, et par des charges inhabituelles ainsi que des dépenses non récurrentes liées à la restructuration. Les éléments inhabituels (détaillés à la note 16 des états financiers consolidés) entraînent une imputation de 117,0 millions de dollars avant impôts (94,8 millions de dollars après impôts) au quatrième trimestre de l'exercice. Les actifs radiés comprennent notamment les sept L-1011-150 de la flotte d'Air Transat A.T. inc. («Air Transat»), dont le retrait était antérieurement prévu au cours des trois années à venir, incluant les cellules, les moteurs et les pièces de rechange pour ces appareils, le tout représentant 74,8 millions de dollars. Des frais de mise à pied et de restructuration de 7,1 millions de dollars, des frais liés à un incident aux Açores en août 2001 de 5,3 millions de dollars et d'autres radiations de 29,8 millions de dollars composent le solde des éléments inhabituels de 117,0 millions de dollars avant impôts, dont 100,8 millions de dollars ne représentent aucune sortie de fonds.

## autres charges

L'amortissement a progressé de 51,4 %, passant de 33,9 millions de dollars en 2000 à 51,3 millions de dollars en 2001. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'immobilisations (54,7 et 60,1 millions de dollars respectivement pour les exercices 2001 et 2000) et aux ajouts d'autres actifs (17,8 et 15,0 millions de dollars respectivement pour les exercices 2001 et 2000).

Les frais d'intérêts sont passés de 12,9 millions de dollars en 2000 à 15,1 millions de dollars en 2001, en raison de l'augmentation de l'endettement moyen compensée en partie par les taux d'intérêt à la baisse. Les revenus d'intérêts ont quant à eux diminué de 0,3 million de dollars.

La charge d'écart d'acquisition est passée à 4,4 millions de dollars en 2001, par rapport à 2,9 millions de dollars en 2000, du fait des entreprises acquises au cours des exercices 2000 et 2001.

## résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, la société enregistre un bénéfice avant éléments inhabituels, impôts sur les bénéfices, charge d'écart d'acquisition et part des actionnaires sans contrôle de 2,7 millions de dollars, par rapport à 67,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. La société a inscrit une perte nette de 99,0 millions de dollars, ou 3,07 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 36,6 millions de dollars, ou 1,14 \$ par action, en 2000. Les résultats par action sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation de 32 248 437 actions pour l'exercice 2001, contre 32 158 026 pour l'exercice 2000.

revenus par saison	2001	2000	variation	variation %
saison hivernale	1 199 343	991 943	207 400	+20,9 %
saison estivale	922 543	930 607	(8 064)	-0,9 %
total	2 121 886	1 922 550	199 336	+10,4 %

(en milliers de dollars)

sources de revenus	2001
ontario	33,8 %
france	31,8 %
québec	22,6 %
ouest canadien	7,1 %
royaume-uni	2,2 %
autres	2,5 %

## acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie d'intégration verticale, Transat a effectué plusieurs acquisitions au cours de l'exercice 2001, dont le détail figure à la note 15 des états financiers consolidés. Ainsi, le 22 janvier 2001, la société a fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans le plus important voyageur réceptif canadien, Jonview Canada, pour une contrepartie au comptant de 10,6 millions de dollars. Par l'entremise d'une série d'opérations avec un actionnaire minoritaire de DMC Transat inc. (le principal voyageur réceptif au Québec), Transat a par la suite réduit sa participation dans Jonview Canada à 35,8 % et augmenté son investissement dans DMC Transat inc. à 71,5 %. Le 1<sup>er</sup> mars 2001, Transat a fait l'acquisition de la totalité du voyageur expéditif Rêvateurs inc. pour une contrepartie au comptant de 3,3 millions de dollars. Par l'entremise de sa filiale Look Voyages S.A., Transat a acquis le 5 mars 2001 une participation de 40 % dans Tourgreece S.A., voyageur réceptif grec, pour une contrepartie au comptant de 1,6 million de dollars. Le 1<sup>er</sup> mai 2001, Transat a acquis le solde de 65 % des actions de World of Vacations Ltd. pour une contrepartie au comptant de 1,1 million de dollars. Enfin, au moyen de sa filiale Consultour/Club Voyages inc., Transat a fait l'acquisition d'un certain nombre d'agences de voyages au Canada et en France ainsi que d'un franchiseur canadien d'agences de voyages pour un coût total de 9,6 millions de dollars.

## situation financière

Les espèces et quasi-espèces, y compris l'encaisse déposée en fiducie, s'établissaient à 84,6 millions de dollars au 31 octobre 2001.

Pour l'exercice 2001, la société a dégagé une marge brute d'autofinancement de 59,4 millions de dollars. Les activités d'exploitation ont grugé 12,0 millions de dollars de liquidités, compte tenu de la variation négative nette de 71,4 millions de dollars des soldes hors caisse du fonds de roulement, déduction faite des dépôts et frais de remise en état des moteurs et cellules. La société a utilisé un montant net de 59,4 millions de dollars pour ses activités d'investissement, en majeure partie pour l'acquisition d'immobilisations, d'entreprises et d'autres actifs. Toujours pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, les activités de financement ont généré 8,7 millions de dollars par l'augmentation d'emprunts en vertu des facilités de crédit bancaire en cours de même que de la dette à long terme, déduction faite des remboursements sur la dette.

bénéfice net (perte nette)			revenus		
pour les exercices terminés les 31 octobre	2001	(98 964)	pour les exercices terminés les 31 octobre	2001	2 121 886
	2000	36 640		2000	1 922 550
	1999	30 022		1999	1 623 315
	1998	19 731		1998	1 421 454
(en milliers de dollars)	1997	25 364	(en milliers de dollars)	1997	1 316 470
bénéfice (perte) par action			marge brute d'autofinancement		
pour les exercices terminés les 31 octobre	2001	(3,07)	pour les exercices terminés les 31 octobre	2001	59 357
	2000	1,14		2000	75 226
	1999	0,89		1999	63 391
	1998	0,58		1998	51 127
(en dollars)	1997	0,78	(en milliers de dollars)	1997	46 117
bénéfice (perte) par action			marge brute d'autofinancement par action		
pour les exercices terminés les 31 octobre	2001	(3,07)	pour les exercices terminés les 31 octobre	2001	1,84
	2000	1,14		2000	2,34
	1999	0,89		1999	1,87
	1998	0,58		1998	1,49
(en dollars)	1997	0,78	(en dollars)	1997	1,41

Les débiteurs sont passés de 67,6 millions de dollars au 31 octobre 2000 à 85,5 millions de dollars au 31 octobre 2001, une augmentation causée en grande partie par les activités relatives à l'exploitation courante et aux acquisitions d'entreprises.

Les impôts sur les bénéfices à recouvrer au 31 octobre 2001 se chiffrent à 35,4 millions de dollars et sont liés aux reports de pertes fiscales de certaines filiales survenues en 2001 aux années antérieures, permettant le recouvrement d'impôts payés lors d'exercices précédents. Au cours du premier trimestre de 2002, la société a reçu 29,6 millions de dollars des impôts sur les bénéfices à recevoir.

Les dépôts auprès de fournisseurs ont diminué de 13,9 millions de dollars, ou 26,6 %, passant de 52,2 millions de dollars au 31 octobre 2000 à 38,3 millions de dollars au 31 octobre 2001. Ce poste est composé principalement de dépôts auprès d'hôteliers pour la saison d'hiver 2001-2002. La diminution de ces dépôts pour la saison d'hiver 2001-2002 est la conséquence directe de la baisse prévue de l'activité comparativement à la saison d'hiver antérieure.

Les actifs d'impôts futurs ont augmenté de 8,7 millions de dollars en raison de la consolidation de World of Vacations Ltd. depuis mai 2001 et de la comptabilisation des économies futures d'impôts sur les bénéfices rattachées aux pertes subies par certaines filiales en 2001, compensées par la partie réalisée des actifs d'impôts futurs et une provision pour moins-value de 18,3 millions de dollars.

Les dépôts et autres frais s'élevaient à 19,7 millions de dollars au 31 octobre 2001, par rapport à 86,0 millions de dollars au 31 octobre 2000. Cette diminution est causée surtout par la radiation des dépôts et frais de remise en état des moteurs et cellules liés aux avions de type L-1011-150 mentionnée à la note 16 des états financiers consolidés.

La diminution des placements de 19,2 millions de dollars au 31 octobre 2000 à 8,4 millions de dollars au 31 octobre 2001 est principalement liée à l'acquisition et à la consolidation subséquente de World of Vacations Ltd. à compter du 1<sup>er</sup> mai 2001.

Les immobilisations s'élevaient à 185,4 millions de dollars au 31 octobre 2001 comparativement à 180,6 millions de dollars au 31 octobre 2000. Les acquisitions d'immobilisations ont totalisé 54,7 millions de dollars pour l'exercice 2001, mais l'amortissement et les radiations d'actifs ont réduit le solde de fin d'exercice.

L'écart d'acquisition était de 68,6 millions de dollars au 31 octobre 2001 comparativement à 49,1 millions de dollars au 31 octobre 2000. Cette augmentation est causée par les acquisitions d'entreprises au cours de l'exercice, déduction faite de la charge et de la radiation d'écart d'acquisition.

Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 32,3 millions de dollars, ou 16,2 %, ce qui est principalement dû à l'effet des acquisitions d'entreprises au cours de l'exercice ainsi qu'à la gestion plus serrée des liquidités par la société.

Les dépôts de clients et revenus reportés ont quant à eux diminué de 29,5 millions de dollars, ou 30,6 %, en raison de la baisse des réservations pour la saison d'hiver 2001-2002 par rapport à la saison d'hiver 2000-2001.

La dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débentures sont passées de 154,1 millions de dollars au 31 octobre 2000 à 158,4 millions de dollars au 31 octobre 2001. Cette augmentation provient du financement des acquisitions d'immobilisations faites durant l'exercice 2001, moins les remboursements sur les dettes.

### injection de fonds

Le 10 janvier 2002, la société a conclu des opérations avec certains actionnaires et ses banquiers dans le but d'accroître ses liquidités disponibles de 41,9 millions de dollars. CDP Capital d'Amérique, filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le Fonds de solidarité FTQ, deux des principaux actionnaires de Transat, ont investi dans la société et sa filiale en propriété exclusive, Air Transat, 10,0 millions de dollars chacun sous forme de débentures non convertibles. Des membres de la direction de Transat et de ses filiales se sont également engagés à investir 1,9 million de dollars en débentures ayant les mêmes conditions financières. Les débentures portent un taux d'intérêt annuel de 6 % et sont assorties d'une prime qui, de façon combinée, à l'échéance, offrent un taux de rendement interne de 15 %. Elles viennent à échéance dans sept ans, mais peuvent être rachetées au gré de la société après trois ans et selon certains événements établis. Les débentures s'accompagnent de 1 421 225 bons de souscription permettant l'achat d'un nombre équivalent d'actions ordinaires, d'une durée de cinq ans et pouvant être exercés à 6,75 \$ par action ordinaire, et sont décrites de façon plus détaillée à la note 23 des états financiers consolidés. La société a également renouvelé pour une année additionnelle sa facilité de crédit bancaire, en plus d'obtenir de ses banquiers la libération de garanties qui augmente de 20 millions de dollars les liquidités disponibles pour le fonds de roulement.

### incident aux Açores

Le 24 août 2001, un Airbus A330-200 d'Air Transat a dû atterrir d'urgence aux Açores, à la suite d'une panne sèche. De l'aide ainsi que les services et le soutien nécessaires ou souhaitables ont été apportés ou offerts aux passagers. L'enquête sur cet événement (impliquant le manufacturier de l'aéronef, le fabricant de moteurs et Air Transat) est dirigée par les autorités portugaises, de concert avec le Bureau de la sécurité dans les transports du Canada. Par la suite, Transports Canada a effectué une vérification spéciale des activités de maintenance et d'exploitation d'Air Transat, a exigé qu'elle adopte certaines mesures (dont une partie était déjà prévue) afin d'améliorer ses processus et lui a imposé une amende. Air Transat estime qu'elle absorbera une somme de 5,3 millions de dollars non couverte par les assurances pour cet incident, somme qui a fait l'objet d'une provision appropriée en 2001 et a été incluse dans les éléments inhabituels. La direction estime que l'effet défavorable de cet incident sur les affaires d'Air Transat a été et demeure peu important.

### risques et incertitudes

L'industrie du voyage vacances doit composer avec une demande qui est volatile et sensible aux prix. De plus, comme il a été possible de le constater en 2001, la sécurité aérienne et la confiance des clients envers les mesures de sécurité prises par l'industrie constituent des facteurs qui affectent la demande de façon importante. Le rythme auquel la demande va continuer de se raffermir demeure inconnu, mais des mesures importantes ont été prises par Transat afin de s'ajuster à ces nouvelles conditions du marché.

L'industrie aérienne canadienne, avec une offre excédentaire, est en pleine transition. La société, malgré sa position bien établie, pourrait souffrir d'une pression sur les prix résultant d'une surcapacité dans le transport aérien au Canada.

Le carburant figure parmi les dépenses importantes de la société. Celle-ci est donc exposée aux risques de fluctuation des prix du pétrole. Pour couvrir ce risque, la société utilise des contrats à terme. La société est également exposée aux fluctuations des taux de change, notamment le dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'euro. La société utilise des instruments financiers dérivés pour se protéger des fluctuations de taux de change ainsi que de taux d'intérêt pour une partie de sa dette à long terme, de ses obligations en vertu de contrats de location-acquisition et de ses financements d'avions hors bilan.

### perspectives

Les attentats du 11 septembre ont eu une incidence importante, défavorable et immédiate sur l'industrie du voyage en général, particulièrement en Amérique du Nord. Toute l'industrie du transport aérien s'est retrouvée paralysée pendant quelques jours, ce qui a amené le gouvernement du Canada à verser une aide financière à tous les transporteurs touchés, y compris Air Transat.

L'incidence du 11 septembre sur les résultats de Transat pour l'exercice 2001 a été notable, mais a été tempérée par le fait que les deux mois suivants correspondent aux mois où l'activité est normalement au ralenti. Cependant, la demande pour la saison hivernale 2001-2002 a grandement souffert de ces événements, subissant d'abord une chute très importante pour ensuite s'améliorer. De l'avis de la direction, le niveau des réservations est passé d'une baisse de 50 % en septembre et en octobre 2001 par rapport à l'an passé pour ensuite s'améliorer et atteindre une baisse moyenne d'environ 15 % au cours du mois de janvier 2002 par rapport à janvier 2001. La société estime que l'effet cumulatif sur ses activités canadiennes pour la saison d'hiver pourrait être une diminution de volume de 20 % à 25 % par rapport à la même saison de l'année précédente. En France, la diminution de volume est moins élevée. Quant aux prix, la société anticipe qu'ils continueront de subir des pressions importantes, découlant surtout de la concurrence très vive entre voyagistes en cette période où l'offre dépasse la demande. Quant à la saison estivale 2002, la direction considère qu'il est trop tôt pour estimer l'effet sur le volume et les prix.

Devant la baisse importante de la demande, Transat a réagi rapidement, annonçant le 24 septembre 2001 une diminution de sa capacité. Les mesures implantées dans les jours et semaines qui ont suivi ont inclus : une réduction de la capacité d'Air Transat (nombre de vols et de sièges) de 25 %, une réduction de l'effectif de toutes les divisions canadiennes de 25 %, le gel ou la réduction des salaires des employés non syndiqués et de la direction et le resserrement de toutes les autres dépenses.

Les événements du 11 septembre ont également amené les gouvernements à renforcer la sécurité dans le transport aérien, tandis que les assureurs ont pris des mesures visant à réduire leur exposition aux risques associés au terrorisme. Au Canada, les décisions du gouvernement visant à accroître la sécurité dans les aéroports seront principalement financées par de nouvelles taxes imposées aux passagers, ce qui pourrait nuire aux affaires de Transat dans la mesure où elle évolue dans une industrie, le voyage vacances, où la demande est très sensible aux prix. Quant aux assurances, des primes supplémentaires ont déjà été imposées à cause de la menace terroriste. Les assureurs ont également restreint leur couverture des dommages causés par des actes terroristes, et le gouvernement canadien, dans l'intérim, a pris la relève, afin que les transporteurs canadiens puissent continuer de fonctionner normalement. La situation continue d'évoluer, et il est probable que cette évolution se traduise par des dépenses supplémentaires pour les transporteurs aériens et les passagers.

Malgré les défis importants posés par cette situation exceptionnelle, Transat est dans une position stratégique qui permet un optimisme raisonnable, compte tenu de la nature intégrée de ses activités, de sa présence sur deux continents, de l'ajustement rapide de la capacité et des liquidités additionnelles injectées au début de l'exercice 2002.

information financière trimestrielle non vérifiée requise

	exercice 2001				exercice 2000			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	(en milliers de dollars, sauf les montants par action)							
revenus	401 346	521 197	689 700	509 643	467 323	463 284	594 582	397 361
bénéfice net (perte nette)	(120 713)	5 876	16 522	(649)	14 081	9 819	13 292	(552)
bénéfice (perte) par action	(3,74)	0,18	0,51	(0,02)	0,44	0,31	0,41	(0,02)
bénéfice (perte) dilué(e) par action <sup>1</sup>	(3,74)	0,18	0,51	(0,02)	0,43	0,31	0,41	(0,02)

<sup>1</sup> Voir la note 3 des états financiers consolidés.

divers

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié de nouveaux chapitres sur les regroupements d'entreprises et les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels. Ces normes modifient la comptabilisation des regroupements d'entreprises, entre autres en interdisant l'utilisation prospective de la méthode de la fusion d'intérêts communs et en exigeant des sociétés qu'elles cessent d'amortir l'écart d'acquisition et certains actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéfinie pour les regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels considérés comme ayant une durée de vie utile indéfinie seront plutôt soumis à un test annuel de dépréciation. Les nouvelles normes seront en vigueur pour Transat au premier trimestre de 2002 et ont été mises en œuvre pour les regroupements d'entreprises réalisés après le 30 juin 2001.

La vice-présidente, finances et administration et chef de la direction financière



Lorraine Maheu (signé)

## rapport de la direction et rapport des vérificateurs

Les états financiers consolidés de Transat A.T. inc. sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration. La responsabilité de la direction à cet égard comprend la sélection de principes comptables appropriés ainsi que l'exercice d'un jugement éclairé dans l'établissement d'estimations raisonnables et justes, en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et adéquats dans les circonstances. L'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel est conforme à celle des états financiers.

La société et ses sociétés apparentées se sont dotées de systèmes comptables et de contrôle interne conçus afin de fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé contre une perte ou une utilisation non autorisée et qu'on puisse ainsi se fier aux registres comptables pour la préparation des états financiers.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités à l'égard des états financiers consolidés, principalement par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification révise les états financiers consolidés annuels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Le comité de vérification étudie également de façon suivie les résultats des vérifications effectuées par les vérificateurs externes sur les conventions et méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne de la société. Les présents états financiers ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont dressé sur les états financiers consolidés figure ci-après.

### Aux actionnaires de Transat A.T. inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Transat A.T. inc. aux 31 octobre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.


À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 octobre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le président du conseil  
et président-directeur général



Jean-Marc Eustache (signé)

La vice-présidente, finances et administration  
et chef de la direction financière



Lorraine Maheu (signé)



Ernst & Young s.r.l. (signé)  
Comptables agréés

Montréal, Canada  
le 17 janvier 2002

[sauf les notes 20 c) et 23 b) datées du 13 février 2002]

# bilans consolidés

Aux 31 octobre [en milliers de dollars]

	2001 \$	2000 \$
<b>Actif</b> [notes 10, 11 et 12]		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces [note 4]	84 619	147 401
Débiteurs	85 529	67 564
Impôts sur les bénéfiques à recevoir	35 375	2 737
Actifs d'impôts futurs [note 17]	8 283	—
Stocks	11 348	9 603
Dépôts auprès de fournisseurs	38 299	52 204
Frais payés d'avance	29 077	24 611
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>292 530</b>	<b>304 120</b>
Dépôts et autres frais [note 5]	19 731	85 991
Actifs d'impôts futurs [note 17]	17 891	17 442
Placements [note 6]	8 389	19 173
Immobilisations [note 7]	185 403	180 559
Écart d'acquisition	68 617	49 075
Autres éléments d'actif [note 8]	21 810	27 759
	<b>614 371</b>	<b>684 119</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires [note 9]	8 843	991
Créditeurs et charges à payer	232 378	200 039
Dépôts de clients et revenus reportés	66 960	96 490
Versements sur la dette à long terme et sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	21 965	19 999
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>330 146</b>	<b>317 519</b>
Dette à long terme [note 10]	73 036	66 652
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition [note 11]	52 495	57 484
Déventures [note 12]	10 894	10 000
Part des actionnaires sans contrôle et autres éléments de passif	11 933	—
	<b>478 504</b>	<b>451 655</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions [note 13]	109 402	108 154
Bénéfices non répartis	25 879	124 952
Écarts de conversion reportés et composante capitaux propres d'une débenture [note 12]	586	(642)
	<b>135 867</b>	<b>232 464</b>
	<b>614 371</b>	<b>684 119</b>

Au nom du conseil d'administration,  
Jean-Marc Eustache, administrateur (signé)  
André Bisson, O.C., administrateur (signé)

Engagements et éventualités [note 20]  
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.



## états consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 octobre [en milliers de dollars, sauf les montants par action]

	2001 \$	2000 \$
<b>Revenus</b>	<b>2 121 886</b>	1 922 550
Dépenses d'exploitation	2 063 863	1 820 026
	<b>58 023</b>	102 524
Amortissement <i>[note 14]</i>	51 275	33 878
Intérêts sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures	11 310	10 524
Autres intérêts et frais financiers	3 762	2 417
Revenus d'intérêts	(10 043)	(10 296)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(939)	(1 023)
	<b>55 365</b>	35 500
<b>Bénéfice avant les postes suivants</b>	<b>2 658</b>	67 024
Éléments inhabituels <i>[note 16]</i>	(116 972)	—
	<b>(114 314)</b>	67 024
Impôts sur les bénéfices (récupération) <i>[note 17]</i>		
Exigibles	(22 553)	24 653
Futurs	2 644	2 869
	<b>(19 909)</b>	27 522
<b>Bénéfice (perte) avant charge d'écart d'acquisition et part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales</b>	<b>(94 405)</b>	39 502
Charge d'écart d'acquisition	(4 442)	(2 862)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(117)	—
<b>Bénéfice net (perte nette) de l'exercice</b>	<b>(98 964)</b>	36 640
<b>Bénéfice net (perte nette) par action avant charge d'écart d'acquisition</b>		
Bénéfice (perte) par action	(2,93)	1,23
Bénéfice (perte) dilué(e) par action <i>[note 3]</i>	(2,93)	1,22
<b>Bénéfice net (perte nette) par action</b>		
Bénéfice (perte) par action	(3,07)	1,14
Bénéfice (perte) dilué(e) par action <i>[notes 3 et 13]</i>	(3,07)	1,13

## états consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 31 octobre [en milliers de dollars]

	2001 \$	2000 \$
<b>Bénéfices non répartis au début de l'exercice</b>	<b>124 952</b>	93 720
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(98 964)	36 640
Modification de conventions comptables <i>[note 3]</i>	(97)	—
Prime versée au rachat d'actions ordinaires <i>[note 13]</i>	(12)	(5 408)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>25 879</b>	124 952

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## états consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 octobre [en milliers de dollars]

	2001 \$	2000 \$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(98 964)	36 640
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées) de fonds		
Amortissement et charge d'écart d'acquisition	55 717	36 740
Radiation d'éléments d'actif	100 782	—
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(939)	(1 023)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	117	—
Impôts futurs	2 644	2 869
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>59 357</b>	<b>75 226</b>
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	(86 041)	39 392
Dépôts et frais de remise en état des moteurs et cellules	14 683	(62 033)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(12 001)</b>	<b>52 585</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Dépôts	3 783	1 865
Acquisitions de placements	(1 320)	(1 854)
Acquisitions d'immobilisations <i>[note 7]</i>	(54 697)	(60 146)
Contrepartie pour des sociétés acquises	(24 546)	(11 329)
Espèces et quasi-espèces de sociétés acquises	35 122	6 510
Autres éléments d'actif	(17 783)	(14 960)
Dividendes reçus de sociétés satellites	—	3 566
Prêts à une coentreprise	—	(11 700)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(59 441)</b>	<b>(88 048)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Emprunts bancaires	7 755	(3 433)
Dette à long terme – crédit à terme rotatif	(2 353)	8 725
Augmentation d'autres éléments de la dette à long terme	15 899	32 055
Remboursement d'autres éléments de la dette à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(23 281)	(18 881)
Émission d'actions ordinaires	1 256	818
Autres éléments de passif	6 905	—
Émission d'une débenture	2 500	—
Rachat d'actions	(21)	(10 288)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>8 660</b>	<b>8 996</b>
<b>Variation nette des espèces et quasi-espèces</b>	<b>(62 782)</b>	<b>(26 467)</b>
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	147 401	173 868
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>	<b>84 619</b>	<b>147 401</b>
<b>Informations supplémentaires</b>		
Impôts sur les bénéfices payés	16 831	37 417
Intérêts payés	8 556	13 187

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# notes afférentes aux états financiers consolidés

31 octobre 2001 et 2000 [les montants des tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf indication contraire]

## 1 Constitution et nature des activités

Transat A.T. inc., constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, est une société intégrée dans l'industrie du tourisme. Les voyageurs offrent des voyages vacances dont le transport est assuré en partie par un service commercial de vols nolisés de passagers exploité par des sociétés membres du groupe. Les agences de voyages fournissent des conseils aux consommateurs et distribuent les produits offerts par les voyageurs et autres services liés à l'industrie du tourisme. La société agit également à titre de franchiseur dans l'industrie du voyage et dans la gestion hôtelière.

## 2 Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de la société ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus, nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

### *Principes de consolidation*

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, de ses filiales et de ses coentreprises ainsi que les placements dans les sociétés satellites dont les principales sociétés sont les suivantes :

Entités légales	Participation détenue au 31 octobre 2001 <i>[voir note 15]</i>	Mode de comptabilisation
Air Transat A.T. inc.	100 %	Consolidation
Air Transat Holidays USA	100 %	Consolidation
Brok'Air S.A. et ses filiales	100 %	Consolidation
Consultour/Club Voyages inc. et ses filiales	100 %	Consolidation
Corporation de gestion hôtelière Cameleon	100 %	Consolidation
Les Voyages Nolitour inc.	100 %	Consolidation
Révatours inc.	100 %	Consolidation
Services Aéroportuaires Handlex inc.	100 %	Consolidation
Tourbec (1979) inc.	100 %	Consolidation
Tours Américanada International inc.	100 %	Consolidation
Transat A.T. Barbados Limited	100 %	Consolidation
Transat Tours Canada inc. [«Transat Tours»] <sup>1</sup>	100 %	Consolidation
Vacances Air Transat (France) S.A.S.	100 %	Consolidation
Vacances A.T. Europe S.A.	100 %	Consolidation
Voyages Exit inc.	100 %	Consolidation
Look Voyages S.A.	99,2 %	Consolidation
DMC Transat inc. [«DMC»]	71,51 %	Consolidation
Star Airlines S.A.	44,3 %	Valeur de consolidation
Tourgreece S.A.	40 %	Valeur de consolidation
Jonview Corporation	35,76 %	Consolidation proportionnelle

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> mai 2001, Vacances Air Transat A.T. inc., World of Vacations Ltd. et Regent Holidays Limited ont été fusionnées. La société issue de la fusion est Transat Tours.

### *Quasi-espèces*

Les quasi-espèces sont principalement composées de papiers commerciaux, de dépôts à terme et d'acceptations bancaires facilement convertibles en un montant connu d'espèces. Ces investissements sont comptabilisés au coût plus les intérêts courus et leur valeur comptable se rapproche de la juste valeur du marché.

### *Stocks*

Les stocks sont évalués au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur du marché. La valeur du marché, dans le cas de marchandises hors taxe, est égale à la valeur de réalisation nette et, pour les autres stocks, à la valeur de remplacement.

### *Contrats de location-acquisition*

Les contrats de location qui transfèrent pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété des biens loués à la société sont capitalisés en inscrivant comme élément d'actif et de passif la valeur actuelle des paiements prévus à ces contrats. Les biens loués, ainsi capitalisés, sont amortis sur la durée d'utilisation prévue. Les paiements de loyers sont comptabilisés en partie en réduction du montant de l'obligation et en partie comme intérêt.

## 2 Principales conventions comptables [suite]

### *Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties, en tenant compte de la valeur résiduelle, selon la méthode linéaire sur la durée estimative de leur utilisation comme suit :

<b>Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition</b>	
Aéronefs	7 à 10 ans
Autres biens	Durée du bail
<b>Immobilisations acquises</b>	
Hangar et édifice administratif	35 ans
Améliorations – aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitation	Durée du bail
Moteurs d'aéronefs	Cycles utilisés
Équipement d'aéronefs	10 % et 20 %
Équipement et logiciels informatiques	20 % à 33 1/3 %
Équipement et mobilier de bureau	10 % à 25 %
Améliorations locatives et autres	Durée du bail
Pièces de rechange durables	Utilisation ou durée du bail

### *Autres éléments d'actif*

Les autres éléments d'actif incluent, entre autres, les frais engagés dans le cadre de financements à long terme et des frais de mise en exploitation qui comprennent des produits gagnés et des charges engagées en période de pré-exploitation. Les frais engagés dans le cadre de financement sont reportés et amortis sur la période de financement des dettes y afférentes et les frais de mise en exploitation sont amortis sur des périodes ne dépassant pas cinq ans.

### *Remise en état des moteurs et cellules*

La société pourvoit aux frais de remise en état des moteurs et cellules en fonction d'une estimation de ces frais. La société peut également, dans le cadre de ses opérations courantes, engager des frais de remise en état des moteurs et cellules qu'elle reporte. L'ensemble de ces frais sont imputés aux résultats selon le nombre d'heures de vol effectuées au cours de l'exercice.

### *Conversion des devises*

Les sociétés Look Voyages S.A., Vacances Air Transat (France) S.A.S., Brok'Air S.A. et Euro Charter S.A., filiale en propriété exclusive de Consultour/Club Voyages inc., sont considérées comme des établissements étrangers autonomes.

#### **a) Établissements étrangers autonomes**

Tous les éléments d'actif et de passif d'établissements étrangers autonomes sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains nets ou pertes nettes résultant de la conversion des actifs et des passifs sont présentés à l'avoir des actionnaires.

#### **b) Comptes et opérations en devises**

Les comptes et opérations en devises de la société sont convertis à l'aide de la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les éléments monétaires du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou aux taux de change moyens de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont compris dans l'état consolidé des résultats, sauf ceux correspondant à un élément monétaire dont la durée de vie est prédéterminée et s'étend au-delà de la fin de l'exercice subséquent qui sont amortis sur la durée restante de l'élément d'actif ou de passif.

### *Régimes d'intéressement au capital*

La société offre des régimes d'intéressement au capital dont la description figure à la note 13. Aucune charge de rémunération n'est constatée à l'égard de ces régimes lorsque des actions et des options d'achat d'actions sont émises en faveur des administrateurs, dirigeants et employés. Toute contrepartie versée par les administrateurs, dirigeants et employés au moment de l'achat d'actions et de l'exercice de leurs options d'achat d'actions est créditée au capital-actions.

### *Méthode de comptabilisation des revenus*

Les revenus provenant du transport des passagers sont comptabilisés au retour de chaque vol. Les revenus provenant des voyageurs ainsi que les coûts y afférents sont comptabilisés au départ des passagers. Les revenus de commissions des agences de voyages sont comptabilisés au moment de la réservation. Les montants perçus à l'égard desquels les services n'ont pas encore été rendus sont inscrits dans le passif à court terme comme dépôts de clients et revenus reportés.

### *Écart d'acquisition*

L'écart d'acquisition est comptabilisé au coût et est amorti linéairement sur des périodes de 10 à 20 ans. La société évalue annuellement la valeur comptable de l'écart d'acquisition afin de déterminer s'il y a perte de valeur. Cette évaluation compare les flux monétaires actuels et prévus non actualisés des opérations connexes au solde non amorti de l'écart d'acquisition et prend en considération les tendances de l'exploitation et d'autres facteurs pertinents.

## 2 Principales conventions comptables [suite]

### *Instruments financiers dérivés*

La société a recours aux contrats de change à terme afin de pallier les risques de variation des devises liés aux remboursements de la dette à long terme et aux contrats de location libellés en devises, aux paiements de contrats de location-exploitation d'aéronefs, aux encaissements de revenus de certains voyageurs et aux décaissements liés à certaines dépenses d'exploitation. Les gains ou pertes sur ces contrats qui découlent des variations de change sont comptabilisés aux résultats au moment où les opérations sous-jacentes sont réalisées.

La société a conclu des accords de swap de taux d'intérêt afin de gérer les fluctuations de taux auxquelles elle est exposée. Les intérêts débiteurs sont fondés sur les taux prévus aux contrats. La société a également conclu des contrats de swap de devises afin de couvrir sa position de change sur certains contrats de location-exploitation. Les gains et les pertes sur ces contrats ne sont pas imputés aux résultats tant qu'ils ne sont pas réalisés.

Afin de pallier le risque lié à l'instabilité du prix du carburant, la société conclut des contrats de couverture du carburant. Les gains ou pertes qui en résultent sont imputés à la charge de carburant au moment des achats de carburant.

### *Impôts sur les bénéfices*

La société comptabilise ses impôts sur les bénéfices d'après la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés d'après les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs et sont mesurés au moyen des taux des lois pratiquement en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles il est prévu que les écarts se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne se matérialiseront pas [note 3].

## 3 Modification de conventions comptables

### *Impôts sur les bénéfices*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2000, la société a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des impôts sur les bénéfices sans retraiter les chiffres des périodes antérieures. Les nouvelles recommandations en matière d'impôts sur les bénéfices sont fondées sur la méthode du passif fiscal qui exige la reconnaissance des actifs et des passifs d'impôt futurs pour les écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Jusqu'au 31 octobre 2000, la société a utilisé la méthode du report d'impôt pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. L'incidence cumulative de l'adoption des nouvelles recommandations sur les états financiers est négligeable.

### *Avantages sociaux futurs*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2000, la société a aussi adopté, de façon rétroactive, la nouvelle méthode requise par l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour comptabiliser les avantages sociaux futurs, sans redressement des chiffres des exercices antérieurs. En vertu des nouvelles recommandations, le coût des prestations de retraite des employés est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et aux meilleures hypothèses de la direction à l'égard du rendement prévu des placements des régimes, de la croissance des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. Les obligations au titre des régimes sont actualisées d'après les taux d'intérêt courants du marché. Antérieurement, les coûts et obligations découlant des régimes de retraite étaient actualisés d'après le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'effet de l'application de ces nouvelles règles n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la société.

### *Bénéfice par action*

À compter de 2001, la société a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés relatives à la méthode de calcul du bénéfice par action et aux informations à fournir sur ce dernier. Les nouvelles recommandations préconisent l'utilisation de la méthode du rachat d'actions plutôt que celle des profits théoriques pour calculer le bénéfice dilué par action.

L'incidence de ce changement n'a pas eu d'effet sur le bénéfice net par action et le bénéfice net par action avant charge d'écart d'acquisition. L'effet sur le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action avant charge d'écart d'acquisition pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 est le suivant :

	2000 \$
<b>Bénéfice dilué par action avant charge d'écart d'acquisition</b>	<u>5</u>
Méthode du profit théorique	1,16
Méthode du rachat d'actions	<u>1,22</u>
<b>Bénéfice dilué par action</b>	
Méthode du profit théorique	1,08
Méthode du rachat d'actions	<u>1,13</u>

#### 4 Espèces et quasi-espèces

Au 31 octobre 2001, des soldes d'encaisse au montant de 36 395 000 \$ [37 211 000 \$ en 2000] étaient déposés en fiducie; ces soldes représentent des fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus.

A la suite de l'émission d'une lettre de garantie bancaire, Air Transat A.T. inc. s'est engagée à réserver un montant d'encaisse au moins égal aux dépôts reçus des voyageurs pour des vols nolisés non effectués. Au 31 octobre 2001, un montant de 5 422 000 \$ était ainsi réservé [5 083 000 \$ en 2000].

Au 31 octobre 2001, des comptes bancaires et des dépôts à terme pour un montant de 1 993 000 \$ [6 593 000 \$ en 2000] étaient cédés en nantissement de lettres de garantie émises par des institutions financières.

#### 5 Dépôts et autres frais

	2001	2000
	\$	\$
Dépôts relatifs aux aéronefs loués	11 265	15 637
Dépôts et frais de remise en état des moteurs et cellules [note 16]	739	64 816
Autres dépôts	7 727	5 538
	<b>19 731</b>	<b>85 991</b>

#### 6 Placements

	2001	2000
	\$	\$
Placements dans des sociétés satellites et autres placements	8 389	5 306
Prêts à une coentreprise, net de l'intérêt de la société dans ces prêts	—	13 867
	<b>8 389</b>	<b>19 173</b>

#### 7 Immobilisations

	2001		2000	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$
<b>Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition</b>				
Aéronefs	56 249	18 008	95 372	37 349
Autres biens	35 068	8 067	27 142	5 005
	<b>91 317</b>	<b>26 075</b>	<b>122 514</b>	<b>42 354</b>
<b>Immobilisations acquises</b>				
Moteurs d'aéronefs	4 659	1 942	4 659	1 888
Hangar et édifice administratif	7 658	1 598	7 511	1 368
Aéronefs	26 371	4 110	61 704	26 907
Améliorations — aéronefs loués en vertu de contrats de location-exploitation	10 167	2 081	2 887	1 204
Équipement d'aéronefs	26 507	17 204	22 700	14 092
Équipement et logiciels informatiques	65 265	28 996	41 122	20 002
Équipement et mobilier de bureau	20 791	12 136	14 427	8 985
Améliorations locatives et autres	18 225	6 854	11 792	5 585
Pièces de rechange durables	17 619	2 180	14 647	1 019
	<b>197 262</b>	<b>77 101</b>	<b>181 449</b>	<b>81 050</b>
	<b>288 579</b>	<b>103 176</b>	<b>303 963</b>	<b>123 404</b>
Amortissement cumulé	103 176		123 404	
Valeur nette	<b>185 403</b>		<b>180 559</b>	

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations financées au moyen de contrats de location-acquisition ont totalisé 8 567 000 \$ [15 125 000 \$ en 2000].

## 8 Autres éléments d'actif

	2001 \$	2000 \$
Frais reportés [solde non amorti]		
Perte de change sur des éléments monétaires à long terme	3 644	2 957
Frais de financement	1 026	534
Frais de mise en exploitation et autres	9 517	13 671
Divers	7 623	10 597
	<b>21 810</b>	<b>27 759</b>

## 9 Emprunts bancaires

Des crédits d'exploitation totalisant 23 667 000 € [33 678 000 \$] ont été accordés à certaines filiales françaises, dont un montant de 5 811 000 € [8 269 000 \$] était utilisé au 31 octobre 2001. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, les crédits d'exploitation ont porté intérêt au taux moyen de 5,6 % [6,6 % en 2000].

## 10 Dette à long terme

	2001 \$	2000 \$
<b>Transat A.T. inc.</b>		
Emprunts à taux variables, soit 4,5 % au 31 octobre 2001 [voir a)]	2 120	4 330
<b>Air Transat A.T. inc.</b>		
Emprunts et acceptations bancaires à des taux variables, entre 2,82 % et 4,5 % au 31 octobre 2001 [entre 6,31 % et 7,5 % en 2000] [voir a)]	42 900	43 043
Emprunt à terme d'un montant de 6 228 000 \$ US [9 570 000 \$ US en 2000], portant intérêt au taux Libor plus 2,5 %, soit 5,66 % au 31 octobre 2001 [9,16 % en 2000], remboursable par versements variables, échéant en juin 2005 et comportant une hypothèque mobilière sur un aéronef	9 882	14 571
Emprunt à terme d'un montant de 2 550 000 \$ US [2 850 000 \$ US en 2000], portant intérêt au taux de 8 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts de 43 860 \$ US, échéant en juin 2004 et comportant une hypothèque mobilière sur des pièces de rechange durables	4 031	4 339
Autres	5 668	622
<b>Euro Charter S.A.</b>		
Emprunts de 2 912 000 €, portant intérêt à des taux variant de 5,40 % à 6,75 % et venant à échéance entre 2002 et 2006	4 144	—
<b>Brok'Air S.A.</b>		
Emprunts à terme d'un montant de 6 098 000 € [2 178 000 € en 2000], portant intérêt au taux Euribor plus 0,7 %, soit 3,89 % au 31 octobre 2001 [5,81 % au 31 octobre 2000] et échéant jusqu'en 2007	8 720	2 835
<b>Autres filiales</b>	<b>1 845</b>	<b>710</b>
	<b>79 310</b>	<b>70 450</b>
Moins versements échéant à moins d'un an	<b>6 274</b>	<b>3 798</b>
	<b>73 036</b>	<b>66 652</b>

Les versements en capital exigibles au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit : 2002 — 6 274 000 \$, 2003 — 51 059 000 \$, 2004 — 8 651 000 \$, 2005 — 12 197 000 \$ et 2006 — 700 000 \$.

## 10 Dette à long terme [suite]

### a) Crédit à terme rotatif et crédit spécial rotatif

Le 10 janvier 2002, la société, Air Transat A.T. inc. et Transat Tours ont conclu une entente avec un syndicat bancaire portant sur un crédit à terme rotatif au montant de 55 000 000 \$ et, aux fins d'ententes de garantie dans le cadre des opérations d'Air Transat A.T. inc., un crédit spécial rotatif au montant de 35 000 000 \$.

En vertu de l'entente bancaire, la société, les filiales canadiennes importantes ainsi que Vacances A.T. Europe S.A. ont consenti à leurs banquiers des hypothèques mobilières sur l'universalité de leurs biens meubles. De plus, la société, Vacances A.T. Europe S.A. et les filiales canadiennes importantes ont consenti une hypothèque mobilière sur les actions des filiales qu'elles détiennent, et Air Transat A.T. inc. a quant à elle consenti une hypothèque immobilière sur le hangar et l'édifice administratif. Finalement, les autres sociétés actives du groupe n'ayant pas consenti de sûreté aux prêteurs se sont engagées à ne pas grever leurs biens.

Le crédit à terme rotatif vient à échéance le 28 février 2003. Selon les conditions de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires, d'emprunts bancaires en dollars canadiens ou américains ou de lettres de crédit. Le taux d'intérêt sera déterminé à partir d'une grille qui varie en fonction du niveau de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée.

## 11 Obligations en vertu de contrats de location-acquisition

	2001 \$	2000 \$
Obligations relatives à des aéronefs au montant de 27 385 000 \$ US [36 400 000 \$ US en 2000], échéant jusqu'en 2005	43 451	55 420
Obligations relatives à un moteur d'aéronef au montant de 9 013 000 \$ US [9 422 000 \$ US en 2000], échéant en 2009	14 301	14 346
Obligations relatives à un moteur d'aéronef au montant de 3 825 000 \$ US, échéant en 2005	6 069	—
Autres obligations, échéant jusqu'en 2005	4 365	3 919
	<b>68 186</b>	<b>73 685</b>
Moins versements échéant à moins d'un an	15 691	16 201
	<b>52 495</b>	<b>57 484</b>

Les obligations en vertu de contrats de location-acquisition relatives aux aéronefs, aux moteurs d'aéronefs et à de l'équipement d'aéronefs ont été déterminées en utilisant des taux d'intérêt variant entre 5 % et 11,9 % [entre 7,7 % et 11,9 % en 2000] et les autres obligations ont été déterminées en utilisant un taux d'intérêt moyen de 7,2 % [6,5 % en 2000].

Les loyers minimums exigibles en vertu de ces contrats totalisent environ 84 702 000 \$, dont 16 516 000 \$ d'intérêts, et s'établissent comme suit pour les cinq prochains exercices : 2002 — 21 154 000 \$, 2003 — 19 388 000 \$, 2004 — 19 191 000 \$, 2005 — 5 570 000 \$ et 2006 — 7 345 000 \$.

## 12 Débentures

a) La débenture de 10 000 000 \$ de Transat Tours porte intérêt au taux de 17,5 % et vient à échéance le 1<sup>er</sup> novembre 2005. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000, cette débenture est rachetable au gré de Transat Tours, sujet à un avis de dix jours. Dans l'éventualité où la débenture serait rachetée, le prix de rachat serait établi à un montant permettant de procurer au détenteur un rendement annuel composé de 20,5 %, depuis son émission le 1<sup>er</sup> novembre 1995 [compte tenu des intérêts annuels déjà versés et comptabilisés au taux de 17,5 %]. Cette débenture, si elle n'est pas rachetée, est convertible en 25 % des actions ordinaires de Transat Tours depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000, sujet à un avis de 30 jours.

La débenture est nantie par certaines garanties intersociétés et par une hypothèque mobilière sur les actions de certaines filiales de la société et sur la totalité des biens corporels d'Air Transat A.T. inc. et de Transat Tours. Dans l'éventualité où la société ferait l'objet d'une tentative de prise de contrôle, le prêteur aura l'option d'acquiescer toutes les actions de Transat Tours en circulation à un prix déterminé selon une formule préétablie.

b) En septembre 2001, la filiale DMC a émis une débenture au montant de 2 500 000 \$ portant intérêt au taux de 8,25 %. La débenture est remboursable en un seul versement en septembre 2009 en espèces ou en actions de Transat A.T. inc. au gré de cette dernière. La débenture est également rachetable par anticipation au gré de DMC à partir de septembre 2004 moyennant une prime procurant au détenteur un rendement de 11,25 % depuis l'émission compte tenu des intérêts annuels déjà versés et comptabilisés au taux de 8,25 %.

Les composantes passif et capitaux propres de la débenture de 2 500 000 \$ s'établissent respectivement à 894 000 \$ et 1 606 000 \$.



## 13 Capital-actions

### *Autorisé*

Un nombre illimité d'actions ordinaires.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

### *Émis et en circulation*

	2001 \$	2000 \$
32 323 559 actions ordinaires [32 144 105 en 2000]	<u>109 402</u>	<u>108 154</u>

La *Loi sur les transports au Canada* a pour effet de limiter à 25 % la proportion des actions ordinaires de la société qui peut être détenue par des non-résidents.

En vertu d'une offre de rachat d'actions dans le cours normal des affaires, la société a procédé, au cours de l'exercice, au rachat et à l'annulation de 2 600 actions ordinaires [1 452 265 en 2000] pour un montant total de 21 000 \$ [10 288 100 \$ en 2000]. La prime versée au rachat de ces actions s'est élevée à 12 000 \$ [5 408 000 \$ en 2000] et a été imputée aux bénéfices non répartis.

Le 2 février 2000, 171 688 actions ordinaires pour un montant de 1 210 000 \$ ont été émises dans le cadre de l'acquisition du solde des actions de Brok'Air S.A. [voir note 15].

À la suite d'une transaction effectuée en mars 1997, 51 671 actions privilégiées, série 3 sont la propriété de Transat Tours [antérieurement Regent Holidays Limited], sont exclues du solde des actions émises et en circulation et constituent les seules actions privilégiées, série 3 en circulation. Les actions privilégiées, série 3 ne comportent pas de droit de vote et donnent droit à un dividende égal à tout dividende déclaré sur les actions ordinaires. Elles sont convertibles à raison d'une action privilégiée, série 3 pour trois actions ordinaires et remboursables au gré du porteur à leur prix d'émission.

Le 31 octobre 2000, dans le cadre de la finalisation de la transaction d'acquisition de Regent Holidays Limited, maintenant fusionnée dans Transat Tours, 123 800 actions privilégiées, série 3 ont été converties en 371 400 actions ordinaires. De ce nombre, 103 194 actions ordinaires sont devenues la propriété de Regent Holidays Limited et sont exclues des actions émises et en circulation.

À l'assemblée annuelle tenue le 24 mars 1999, les actionnaires ont ratifié l'adoption, par la société, d'un régime de droits de souscription à l'intention des actionnaires [«le régime de droits»]. Le régime de droits donne aux porteurs d'actions ordinaires le droit d'acquiescer, dans certaines circonstances, des actions ordinaires additionnelles à un prix équivalent à 50 % de la valeur au marché au moment de l'exercice desdits droits. Le régime de droits est conçu de manière à donner au conseil d'administration le temps d'examiner des offres, permettant ainsi aux actionnaires de recevoir la pleine et juste valeur pour leurs actions. Le régime de droits prendra fin à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2002, à moins qu'il n'y soit mis fin antérieurement par le conseil d'administration de la société.

### *Régime d'achat d'actions*

Un régime d'achat d'actions est offert aux employés et aux cadres admissibles de la société et de ses filiales. En vertu du régime, au 31 octobre 2001, la société est autorisée à émettre un maximum de 985 707 actions ordinaires. Le régime permet à chaque employé admissible de souscrire un nombre d'actions dont la souscription globale n'excède pas 10 % de son salaire annuel en vigueur à la date d'adhésion. Le prix d'achat des actions dans le cadre du régime correspond au cours moyen pondéré des actions ordinaires pendant les cinq jours de négociation précédant l'émission des actions moins une décote de 10 %.

Au cours de l'exercice, la société a émis 89 578 actions ordinaires [106 922 en 2000] pour un montant de 765 000 \$ [673 000 \$ en 2000] en vertu du régime d'achat d'actions.

## 13 Capital-actions [suite]

### Régime d'options d'achat d'actions et bons de souscription

Des options sont accordées dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. En vertu de ce régime, au 31 octobre 2001, la société peut accorder aux personnes admissibles jusqu'à concurrence de 1 163 952 actions ordinaires à un prix par action correspondant au cours moyen pondéré des actions ordinaires pendant les cinq jours de négociation précédant l'octroi des options. Les options accordées avant 1999 peuvent être exercées au cours d'une période de cinq ans dès la date de l'octroi. Les options accordées à compter de 1999 peuvent être exercées au cours d'une période de dix ans mais sujet à un maximum de un tiers durant les deux premières années suivant l'octroi, de un tiers supplémentaire dans la troisième année et du dernier tiers après le début de la quatrième année. Les tableaux suivants résument l'ensemble des options en circulation :

	2001		2000	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré \$
Au début de l'exercice	2 050 428	9,06	1 638 738	9,07
Attribuées	541 430	9,84	585 576	7,87
Exercées	(92 476)	5,32	(81 622)	1,78
Annulées	(131 332)	10,39	(92 264)	8,25
À la fin de l'exercice	2 368 050	9,31	2 050 428	9,06
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 319 495	10,07	1 191 309	10,34

Fourchettes des prix d'exercice \$	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en circulation au 31 octobre 2001	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Prix moyen pondéré \$	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 octobre 2001	Prix moyen pondéré \$
6,45 à 8,80	1 151 153	8,1 ans	7,26	511 855	7,07
8,93 à 10,25	531 897	9,4 ans	9,83	122 640	9,93
12,32 à 12,83	685 000	0,4 an	12,33	685 000	12,33
	2 368 050			1 319 495	

Le 10 janvier 2002, la société a octroyé 1 421 225 bons de souscription [note 23 a)].

### Bénéfice (perte) dilué(e) par action

Le rapprochement du dénominateur utilisé pour calculer le bénéfice par action est le suivant :

	2001 \$	2000 \$
Bénéfice net (perte nette)	(98 964)	36 640
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation [en milliers]	32 248	32 158
Nombre d'actions pouvant être émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions <sup>1</sup> [en milliers]	—	195
Bénéfice (perte) dilué(e) par action [en dollars]	(3,07)	1,13

<sup>1</sup> Antidilutif en 2001.

## 14 Amortissement

	2001 \$	2000 \$
Immobilisations	44 250	31 295
Autres éléments d'actif	5 409	1 957
Perte de change reportée	1 616	626
	51 275	33 878

## 15 Acquisitions

### *Acquisitions de l'exercice 2001*

Le 22 janvier 2001, la société a acquis, pour une contrepartie de 10 564 000 \$, une participation de 50 % dans les actions ordinaires du voyageur réceptif Jonview Corporation [«Jonview»]. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Jonview ont été consolidés proportionnellement à partir du 22 janvier 2001.

En vertu de l'entente, la société et les actionnaires de Jonview bénéficient d'une option achat/vente relativement à l'acquisition du solde des actions au cours de 2004, à un prix à être déterminé en fonction des bénéfices moyens réalisés au cours de deux des trois meilleurs exercices précédant l'acquisition.

Le 7 septembre 2001, en vertu de plusieurs ententes entre la société et l'actionnaire minoritaire de DMC, ce dernier a acquis un intérêt indirect de 14,24 % dans Jonview et réduit sa participation dans DMC à 28,49 %, le tout en contrepartie d'une somme de 833 000 \$. L'actionnaire minoritaire a également souscrit à une débenture de 2 500 000 \$ dans DMC [voir note 12].

À la suite de l'ensemble de ces transactions, DMC est maintenant une filiale détenue à 71,51 % et Jonview, une coentreprise à 35,76 % de Transat A.T. inc. Par conséquent, les résultats de DMC sont consolidés depuis le 7 septembre 2001 alors que ceux de Jonview sont consolidés proportionnellement.

Le 1<sup>er</sup> mars 2001, la société a acquis, pour une contrepartie de 3 297 000 \$, la totalité des actions de Rêvateurs inc., un voyageur expéditif. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Rêvateurs inc. ont été consolidés à partir de la date d'acquisition.

Le 1<sup>er</sup> mai 2001, la société a acquis, pour une contrepartie de 1 098 000 \$, le solde des actions [65 %] de World of Vacations Ltd. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats ont été consolidés à partir du 1<sup>er</sup> mai 2001. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Au cours de l'exercice 2001, la filiale Consultour/Club Voyages inc. a effectué des acquisitions de réseaux et d'un franchiseur d'agences de voyages pour un coût total de 9 587 000 \$. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. Leurs résultats ont été consolidés à partir des dates distinctes d'acquisitions.

### *Acquisitions de l'exercice 2000*

Le 2 février 2000, la société a acquis, pour une contrepartie de 2 005 000 \$, le solde des actions en circulation [61 %] de Brok'Air S.A. De plus, la société s'est engagée à payer un montant supplémentaire basé sur les bénéfices moyens avant impôts dégagés par Brok'Air S.A. pour les exercices 2001, 2002 et 2003. En raison de l'incertitude liée à l'estimation des résultats qui seront atteints, aucune somme supplémentaire n'a été comptabilisée. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Brok'Air S.A. ont été consolidés proportionnellement jusqu'au 2 février 2000 et consolidés à 100 % à compter du 3 février 2000.

Le 30 avril 2000, la société a acquis, pour une contrepartie de 8 177 000 \$, le solde des actions en circulation [50 %] de Consultour/Club Voyages inc. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Consultour/Club Voyages inc. ont été consolidés à partir du 1<sup>er</sup> mai 2000. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

	2001 \$	2000 \$
<b>Éléments d'actif acquis et de passif pris en charge à leur juste valeur marchande</b>		
Espèces et quasi-espèces	35 122	2 571
Soldes hors caisse du fonds de roulement	<b>(33 351)</b>	(8 530)
	<b>1 771</b>	(5 959)
Actif à long terme	<b>13 769</b>	4 443
Passif à long terme	<b>(20 281)</b>	(3 265)
Écart d'acquisition	<b>29 287</b>	14 963
	<b>24 546</b>	10 182
<b>Contrepartie</b>		
Au comptant [y compris les frais d'acquisition]	<b>23 136</b>	8 972
Émission d'actions ordinaires et soldes des prix d'achat	<b>1 410</b>	1 210
	<b>24 546</b>	10 182

### *Autres acquisitions de 2000 et de 2001*

Le 5 mars 2001, la filiale Look Voyages S.A. a acquis une participation de 40 % dans le voyageur réceptif Tourgreece S.A. pour une contrepartie de 1 629 000 \$. Ce placement a été comptabilisé selon la méthode de la valeur de consolidation à partir de la date d'acquisition.

## 15 Acquisitions [suite]

Le 17 février 2000, la société a acquis, pour une contrepartie de 1 015 000 \$, le solde des actions en circulation [50 %] de Services Aéroportuaires Handlex inc. [antérieurement Services Haycot inc.]. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Services Aéroportuaires Handlex inc. ont été consolidés à partir du 18 février 2000. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1999, la société a acquis une participation de 50 % dans le voyageur Tours Américanada International inc. Le 30 avril 2000, la société a acquis le solde des actions en circulation de Tours Américanada International inc. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Tours Américanada International inc. ont été consolidés à partir du 1<sup>er</sup> mai 2000. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation. La contrepartie totale s'élève à 2 564 000 \$, dont 1 545 000 \$ au comptant et 1 019 000 \$ payables en trois versements échéant jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2002.

## 16 Éléments inhabituels

	2001 \$
Radiation des éléments d'actif liés aux aéronefs L-1011-150	74 756
Frais de mise à pied et de restructuration	7 099
Frais liés à un incident aux Açores, net des produits de l'assurance	5 315
Radiation d'autres éléments d'actif liés aux activités de commerce électronique	15 026
Radiation d'écart d'acquisition	5 000
Autres radiations et frais directs liés aux événements inhabituels	9 776
	<u>116 972</u>
Impôts sur les bénéfices liés aux éléments susmentionnés	(40 397)
Réduction de certains actifs d'impôts futurs	18 254
	<u>94 829</u>

Par suite des événements du 11 septembre 2001 et de l'important ralentissement qui a suivi dans l'ensemble du marché touristique, la société a décidé de procéder à une réduction importante de sa capacité. Cette décision a entraîné le retrait accéléré des sept aéronefs de type Lockheed L-1011-150 qui restaient dans sa flotte. Par conséquent, la société a procédé à la réduction de la valeur des éléments d'actif liés à ces aéronefs, y compris les moteurs, cellules et pièces de rechange dont la valeur comptable s'élevait à 74 756 000 \$.

Le ralentissement des activités a également nécessité une réduction importante des effectifs et entraîné des frais de mise à pied, principalement des primes de départ pour les employés touchés par les coupures de poste, lesquels, combinés à des frais de restructuration des activités et autres frais similaires, ont atteint 7 099 000 \$.

Finalement, le ralentissement a également incité la société à procéder à l'examen de la valeur de certains autres éléments d'actif. À la suite de cette analyse, la société a dû radier la valeur comptable des frais capitalisés au cours de la période de pré-exploitation relativement aux activités de commerce électronique pour un montant total de 15 026 000 \$, une partie de l'écart d'acquisition lié à la distribution pour un montant de 5 000 000 \$ et divers autres éléments d'actif pour un montant total de 9 776 000 \$. Les frais liés à l'incident des Açores représentent les coûts directs non couverts par la police d'assurance subis à la suite d'un atterrissage d'urgence survenu au cours de l'exercice.

La majorité des éléments décrits précédemment donneront lieu à une économie d'impôts estimative de 40 397 000 \$. De plus, la société a enregistré un montant de 18 254 000 \$ au titre de la réduction de valeur des actifs d'impôts futurs liée à l'incertitude quant à l'utilisation des pertes fiscales de filiales.

## 17 Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices présentés diffèrent du montant calculé en appliquant le taux d'impôt prévu par la loi au bénéfice (perte) avant quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, impôts sur les bénéfices, charge d'écart d'acquisition et part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales.

Les raisons de cette différence et l'effet sur les impôts sur les bénéfices sont comme suit :

	2001 \$	2000 \$
Taux d'impôt prévu par la loi	38,7 %	38,8 %
Impôt sur les bénéfices (récupération) au taux prévu par la loi	(44 603)	25 609
Éléments de conciliation :		
Dépenses non déductibles	4 624	1 913
Provision pour moins-value	18 254	—
Divers	1 816	—
	<u>(19 909)</u>	<u>27 522</u>

## 17 Impôts sur les bénéfices [suite]

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu aux actifs et passifs d'impôts futurs se présentent comme suit :

	Méthode du passif fiscal 2001 \$
<b>Impôts futurs</b>	
Pertes nettes d'exploitation reportées et autres déductions fiscales	49 023
Valeur comptable des immobilisations en dessous de la valeur fiscale	3 319
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	(5 232)
Autres	(2 682)
Total des impôts futurs	44 428
Provision pour moins-value	(18 254)
<b>Actifs d'impôts futurs nets</b>	<b>26 174</b>

La société a accumulé des pertes autres qu'en capital et autres déductions fiscales pour un montant d'environ 31 000 000 € [44 113 000 \$] qui sont disponibles pour réduire les bénéfices imposables futurs. Les économies d'impôts liées n'ont pas été comptabilisées dans les états financiers. Ces pertes et autres déductions, si elles ne sont pas utilisées, expireront jusqu'en 2009.

## 18 Opérations et soldes entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la société a conclu des opérations avec des sociétés apparentées. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les apparentés. Les opérations importantes entre sociétés apparentées se détaillent comme suit :

	2001 \$	2000 \$
Revenus provenant de sociétés satellites	3 199	1 981
Achats effectués auprès de sociétés satellites	80 516	67 221

Les soldes à recevoir et à payer à des sociétés apparentées inclus dans les débiteurs et les créditeurs et charges à payer sont les suivants :

	2001 \$	2000 \$
Débiteurs de sociétés satellites	4 097	2 295
Créditeurs et charges à payer à des sociétés satellites	111	558

## 19 Avantages sociaux futurs

La société offre un régime de retraite à prestations déterminées à l'intention de certains membres de la haute direction. Au 31 octobre 2001, les obligations au titre des prestations constituées et le déficit actuariel totalisent 1 671 000 € [1 223 000 \$ en 2000]. En 2001, la charge nette du régime de retraite était de 354 000 \$ [297 000 \$ en 2000].

## 20 Engagements et éventualités

a) Les engagements de la société, en vertu de contrats de location-exploitation relatifs à des aéronefs, au terrain, à du matériel roulant, à des systèmes téléphoniques et à des locaux, s'élèvent à 564 485 000 \$ et se répartissent comme suit : 50 835 000 \$, 318 111 000 \$ US et 5 993 000 €.

Les versements annuels à effectuer en vertu de ces baux au cours des cinq prochains exercices sont comme suit :

Exercice	\$
2002	87 832
2003	82 236
2004	71 629
2005	69 244
2006	66 956

Dans le cadre de certains financements échéant jusqu'en 2008, la société s'est portée garante d'une partie de la valeur résiduelle qui s'établit à environ 57 064 000 \$ US [environ 90 543 000 \$].

## 20 Engagements et éventualités [suite]

- b) En 2009, l'actionnaire minoritaire dans DMC pourra exiger que la société achète les actions de DMC qu'il détient, à un prix égal à la juste valeur marchande. Le prix payé pourra être réglé, au gré de la société, en espèces ou par voie d'émission d'actions.
- c) Air Transat A.T. inc. s'est engagée relativement à la livraison d'un aéronef Airbus A310-300 au cours de l'exercice 2002. Le solde des paiements à effectuer en 2002 pour cet aéronef totalise 18 720 000 \$ US [29 703 000 \$]. La société a reçu une offre reliée au financement de cet aéronef et est actuellement en négociation relativement aux termes et conditions de cette offre.
- d) Dans le cours normal de ses activités, la société est exposée à diverses réclamations et actions. Ces litiges sont souvent entourés de nombreuses incertitudes et l'issue de causes individuelles est imprévisible. Selon la direction, les réclamations et actions sont suffisamment provisionnées ou couvertes par des polices d'assurance et leur règlement ne devrait pas avoir d'effet défavorable notable sur la situation financière de la société.

## 21 Instruments financiers et autres instruments dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société est exposée aux risques de variation des cours de change de certaines devises et à la variation du prix du carburant. La société gère ces risques en recourant à l'utilisation de divers instruments financiers dérivés. La direction de la société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers dérivés qu'aux fins de la couverture des engagements ou obligations existants, et non pour dégager un profit des opérations de négociation.

### *Risque de crédit lié aux instruments dérivés*

Le risque théorique auquel est exposée la société en ce qui concerne les instruments financiers dérivés se limite au coût de remplacement des contrats aux cours du marché en vigueur dans l'éventualité d'un défaut d'une partie. La direction est d'avis que le risque de crédit lié aux instruments dérivés est bien contrôlé puisqu'elle conclut uniquement des contrats avec des institutions financières et des multinationales de grande envergure.

### *Gestion du risque lié au prix du carburant et du risque de change*

La société a conclu des contrats d'achat de carburant aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité du prix du carburant. Au 31 octobre 2001, environ 47 % des besoins de l'exercice 2002 étaient couverts par des contrats d'achat de carburant [au 31 octobre 2000, 41 % des besoins de l'exercice 2001 et 8 % de ceux de l'exercice 2002 étaient couverts].

La société a conclu des contrats de change à terme pour l'achat [la majorité des contrats sont pour l'achat de devises américaines] et la vente [euros] de devises dont l'échéance est de moins d'un an, aux fins de la gestion du risque de change. Au 31 octobre 2001, la valeur nominale des contrats d'achat et de vente de devises s'élevait respectivement à environ 251 004 000 \$ et 14 975 000 \$ [415 945 000 \$ et 38 076 000 \$ en 2000].

La juste valeur des contrats de change à terme reflète généralement les estimations des montants que la société recevrait en règlement de contrats favorables ou qu'elle devrait payer pour terminer des contrats défavorables à la date du bilan. Ces justes valeurs sont estimées en fonction des cours obtenus auprès des institutions financières. Les justes valeurs se présenteraient comme suit aux 31 octobre 2001 et 2000, si un règlement survenait :

	2001 \$	2000 \$
Contrats de change à terme favorables	8 849	17 973
Contrats de change à terme défavorables	(763)	(472)
	<u>8 086</u>	<u>17 501</u>

La société a conclu des accords de swap de taux d'intérêt et de devises relativement à certains contrats de location-exploitation dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2008. Ces swaps ont une juste valeur d'environ 17 262 000 \$ au 31 octobre 2001.

La politique de la société consiste à ne pas spéculer sur les contrats d'achat de carburant ni sur les positions en devises étrangères; ainsi les contrats sont normalement maintenus jusqu'à leur échéance suivant l'objectif premier de couverture des risques.

### *Concentration du risque de crédit et risque de taux d'intérêt*

La société n'estime pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit. Les espèces et les quasi-espèces sont investies de façon diversifiée auprès de sociétés bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité. Les débiteurs proviennent généralement de la vente de vacances à forfait à des particuliers par l'entremise d'agences de voyages et de la vente de sièges à des voyagistes géographiquement dispersés. Au 31 octobre 2001, un débiteur représentait 12 % des débiteurs totaux.

La société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt puisque certaines dettes à long terme et contrats de location portent intérêt à des taux flottants.

### *Juste valeur des instruments financiers présentés aux bilans*

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable des actifs et des passifs financiers à court terme présentée aux bilans consolidés est comparable à leur juste valeur.

## 21 Instruments financiers et autres instruments dérivés [suite]

La juste valeur de la dette à long terme et des obligations découlant de contrats de location-acquisition, y compris la tranche échéant à moins d'un an, se fonde sur les cours en vigueur pour des instruments financiers assortis de conditions et d'échéances similaires. Aux 31 octobre 2001 et 2000, la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers à long terme s'établissent comme suit :

	2001		2000	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Dette à long terme	79 310	79 103	70 450	70 361
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	68 186	65 842	73 685	72 106

La juste valeur des débetures n'a pu être déterminée avec suffisamment de précision compte tenu des caractéristiques qui leur sont propres.

## 22 Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement au Canada et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Canada		France et autres		Écriture d'élimination		Total	
	2001 \$	2000 \$	2001 \$	2000 \$	2001 \$	2000 \$	2001 \$	2000 \$
Revenus provenant de tiers	1 447 226	1 163 007	674 660	759 543	—	—	2 121 886	1 922 550
Cessions entre zones géographiques	42 773	61 889	3 845	—	(46 618)	(61 889)	—	—
<b>Revenus totaux</b>	<b>1 489 999</b>	<b>1 224 896</b>	<b>678 505</b>	<b>759 543</b>	<b>(46 618)</b>	<b>(61 889)</b>	<b>2 121 886</b>	<b>1 922 550</b>
Immobilisations et écart d'acquisition	206 748	190 947	47 272	38 687	—	—	254 020	229 634

## 23 Événements postérieurs à la date du bilan

a) Le 10 janvier 2002, la société et Air Transat A.T. inc. ont émis des débetures à certains actionnaires pour un montant d'environ 21 865 000 \$ portant intérêt au taux de 6 % et venant à échéance en janvier 2009. Les débetures sont rachetables par anticipation à compter de janvier 2005 moyennant le paiement d'une pénalité égale à trois mois d'intérêts. La société et Air Transat A.T. inc. doivent également verser aux détenteurs, à l'échéance ou lors d'un rachat par anticipation, une prime leur procurant un rendement annuel composé de 15 % compte tenu de l'intérêt déjà payé au taux de 6 %.

Dans le cadre de ce financement, la société a octroyé 1 421 225 bons de souscription permettant de souscrire un même nombre d'actions ordinaires de la société au prix d'exercice de 6,75 \$ chacun. Ces bons de souscription viennent à échéance le 10 janvier 2007.

b) Le 13 février 2002, la société a déposé un prospectus simplifié final pour l'émission de débetures subordonnées, non garanties et convertibles pour un montant total de 50 000 000 \$ et échéant le 1<sup>er</sup> mars 2007 à la suite d'un contrat de prise ferme signé avec les preneurs fermes. Les preneurs fermes ont une option pour l'achat jusqu'à un montant additionnel de 25 000 000 \$ de ces débetures. Les débetures porteraient intérêt à 9 %, payable semi-annuellement en espèces ou en actions ordinaires de la société, à son choix. À tout moment, les débetures seraient également convertibles, à l'option du détenteur, en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 8,75 \$.

Le ou après le 1<sup>er</sup> mars 2005, mais avant le 1<sup>er</sup> mars 2006, la société pourrait racheter les débetures à la valeur nominale à condition que ses actions aient été transigées à un prix d'au moins 10,94 \$ pour 20 jours consécutifs précédant l'avis de rachat. Après le 1<sup>er</sup> mars 2006, les débetures pourraient être rachetées à la valeur nominale. La société aurait l'option de régler les débetures, en tout ou en partie, en espèces ou en livrant un nombre d'actions calculé en divisant la valeur nominale des débetures par 95 % de la valeur marchande à la date du rachat ou à maturité.

## 24 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.



# rétrospective financière

[En milliers de dollars, sauf les montants par action]

	2001	2000	1999	1998	1997
<b>États consolidés des résultats</b>					
Revenus	2 121 886	1 922 550	1 623 315	1 421 454	1 316 740
Dépenses d'exploitation	2 063 863	1 820 026	1 532 538	1 349 175	1 244 283
	58 023	102 524	90 777	72 279	72 457
<b>Dépenses et autres revenus</b>					
Amortissement	51 275	33 878	34 553	30 593	22 801
Intérêt sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures	11 310	10 524	9 720	10 269	8 172
Autres intérêts et frais financiers	3 762	2 417	2 608	2 977	4 443
Revenus d'intérêts	(10 043)	(10 296)	(8 584)	(8 769)	(6 652)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(939)	(1 023)	(2 918)	(1 796)	(2 380)
	55 365	35 500	35 379	33 274	26 384
<b>Bénéfice avant les postes suivants</b>					
Éléments inhabituels	116 972	—	—	—	—
Impôts sur le revenu (récupération)	(19 909)	27 522	22 834	16 661	17 984
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	117	—	—	—	11
<b>Bénéfice net (perte nette) avant charge d'écart d'acquisition</b>	<b>(94 522)</b>	<b>39 502</b>	<b>32 564</b>	<b>22 344</b>	<b>28 078</b>
Charge d'écart d'acquisition	4 442	2 862	2 542	2 613	2 714
<b>Bénéfice net (perte nette) de l'exercice</b>	<b>(98 964)</b>	<b>36 640</b>	<b>30 022</b>	<b>19 731</b>	<b>25 364</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) par action avant charge d'écart d'acquisition</b>					
Bénéfice (perte) par action en circulation	(2,93)	1,23	0,96	0,65	0,86
Bénéfice (perte) dilué(e) par action <sup>2</sup>	(2,93)	1,22	0,95	0,64	0,85
<b>Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire</b>					
Bénéfice (perte) par action en circulation	(3,07)	1,14	0,89	0,58	0,78
Bénéfice (perte) dilué(e) par action <sup>2</sup>	(3,07)	1,13	0,88	0,57	0,77
<b>Flux de trésorerie liés aux :</b>					
Activités d'exploitation	(12 001)	52 585	88 908	35 804	24 603
Activités d'investissement	(59 441)	(88 048)	(28 430)	(16 404)	(53 526)
Activités de financement	8 660	8 996	(42 330)	(5 013)	123 359
<b>Variation nette des espèces et quasi-espèces</b>	<b>(62 782)</b>	<b>(26 467)</b>	<b>18 148</b>	<b>14 387</b>	<b>94 436</b>
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>					
	84 619	147 401	173 868	155 720	141 333
<b>Marge brute d'autofinancement</b>					
	59 357	75 226	63 391	51 127	46 117
Marge brute d'autofinancement par action	1,84	2,34	1,87	1,49	1,41
Actif total	614 371	684 119	545 346	496 567	467 476
<b>Dette à long terme et obligations en vertu de contrats de location-acquisition [y compris la tranche échéant à moins d'un an]</b>					
	147 496	144 135	104 343	109 376	115 760
Débetures	10 894	10 000	10 000	10 000	10 000
Avoir des actionnaires	135 867	232 464	204 149	182 668	164 420
Ratio d'endettement <sup>1</sup>	0,78	0,66	0,63	0,63	0,65
Valeur comptable de l'action	4,20	7,23	6,19	5,29	4,81
Rendement sur l'avoir des actionnaires moyen pondéré	(53,7 %)	16,8 %	15,6 %	11,4 %	23,5 %
<b>Statistiques relatives à l'actionariat [en milliers]</b>					
Nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice	32 324	32 144	32 968	34 429	34 063
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation [avant dilution]	32 248	32 158	33 899	34 311	32 705
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation [après dilution] <sup>2</sup>	32 248	32 353	34 084	34 532	33 001

<sup>1</sup> Représente le total du passif sur le total du passif plus l'avoir des actionnaires.

<sup>2</sup> Voir la note 3 afférente aux états financiers consolidés.

## Chiffres par trimestre

	2001				2000			
	4 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	1 <sup>er</sup> trim.
Revenus	401 346	521 197	689 700	509 643	467 323	463 284	594 582	397 361
Bénéfice (perte) d'exploitation <sup>3</sup>	(39 522)	10 997	30 511	4 762	22 441	18 402	25 588	2 215
Bénéfice net (perte nette)	(120 713)	5 876	16 522	(649)	14 081	9 819	13 292	(552)
Bénéfice (perte) par action	(3,74)	0,18	0,51	(0,02)	0,44	0,31	0,41	(0,02)
Marge brute d'autofinancement	2 450	21 625	25 707	9 575	28 539	21 133	18 608	6 946
Marge brute d'autofinancement par action	0,07	0,67	0,80	0,30	0,89	0,66	0,58	0,21

<sup>3</sup> Soit les revenus moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.



## conseil d'administration

**Jean-Marc Eustache**  
Président du conseil,  
président-directeur général, Transat A.T. inc.  
et président, Look Voyages S.A.

**André Bisson, o.c.**  
Chancelier, Université de Montréal

**Lina De Cesare**  
Vice-présidente exécutive, voyagistes, Transat A.T. inc.,  
présidente, Corporation de gestion hôtelière Cameleon  
et présidente, Tourbec (1979)

**Benoît Deschamps**  
Administrateur de sociétés

**Marcel Gagnon**  
Directeur principal, Investissements  
Secteur manufacturier, CDP Capital d'Amérique

**Jean Guertin**  
Administrateur de sociétés,  
Professeur honoraire,  
École des Hautes Études Commerciales de Montréal

**H. Clifford Hatch Jr.**  
Président et chef de l'exécutif,  
Aurdisyl Management Corporation,  
Cliffco Investments Limited  
et Equity Link Management Limited

**Michel Lessard**  
Président, Club Voyages Air-Mer inc.  
et président, Placements Voyages inc.

**André Lévesque**  
Commandant et pilote-vérificateur,  
Airbus A330, Air Transat A.T. inc.

**Jacques Simoneau**  
Vice-président de groupe aux investissements,  
Fonds de solidarité FTQ

**Philippe Sureau**  
Vice-président exécutif, Transat A.T. inc.

**John D. Thompson**  
Président délégué du conseil,  
Compagnie Montréal Trust

**Peter G. White**  
Vice-président exécutif,  
Argus Corporation Limited

## transat

**Jean-Marc Eustache**  
Président-directeur général

**Philippe Sureau**  
Vice-président exécutif

**Lina De Cesare**  
Vice-présidente exécutive, voyagistes

**Odette Thomas**  
Vice-présidente exécutive, distribution

**Lorraine Maheu**  
Vice-présidente, finances et administration  
et chef de la direction financière

**Jean-Marc Bélisle**  
Vice-président et chef de la direction  
des systèmes d'information

**Bernard Bussières**  
Vice-président, affaires juridiques  
et secrétaire de la société

**André De Montigny**  
Vice-président, développement des affaires

## canada

air transat **Denis Jacob**  
Président-directeur général

américanada **Benoit Deshaies**  
Président-directeur général

cameleon **Lina De Cesare**  
Présidente

consultour **Odette Thomas**  
Présidente

DMC transat **Georges Vacher**  
Président-directeur général

handlex **Luc Trépanier**  
Président-directeur général

jonview canada **John Proctor**  
Chef de la direction

rêvatours **Marianne Babouder**  
Présidente

tourbec **Lina De Cesare**  
Présidente

vacances air transat **Daniel Godbout**  
Président-directeur général

voyages exit **Michel Boilard**  
Président-directeur général

world of vacations/  
nolitour **Sam Ghorayeb**  
Président-directeur général

## europe

anyway **Olivier Kervella**  
Directeur général

brok'air **Éric Eustache**  
Président-directeur général

club voyages (france) **Patricia Chastel**  
Directeur général adjoint

look voyages **Cédric Pastour**  
Directeur général

star airlines **Daniel Dupont**  
Directeur général

tourgreece **Vassilis P. Sakellaris**  
Président

vacances air transat  
(france) **Jean-Marc Batta**  
Directeur général

## renseignements destinés aux actionnaires et aux investisseurs

### **Siège social**

Transat A.T. inc.  
300, rue Léo-Pariseau  
Bureau 600  
Montréal (Québec)  
H2W 2P6  
Téléphone : (514) 987-1660  
Télécopieur : (514) 987-8035  
www.transat.com  
info@transat.com

### **Renseignements**

Pour tout renseignement complémentaire sur la société, nous prions les investisseurs et les analystes d'adresser leur demande par écrit au directeur, finances et administration.

An English copy of this annual report can be obtained by writing to the Director, Finance and Administration.

### **Cote officielle**

Les actions ordinaires de la société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole TRZ.

### **Agent des transferts et agent comptable des registres**

Société de fiducie Computershare du Canada  
Place Montréal Trust  
1800, avenue McGill College  
Montréal (Québec) H3A 3K9

### **Vérificateurs**

Ernst & Young s.r.l.  
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires  
aura lieu le 27 mars 2002, à 9 h 30,  
à l'hôtel :

Fairmont Le Reine Elizabeth  
Salon Marquette-Jolliet  
900, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec)

	europe	
les agences de voyages	2001	2000
<b>club voyages (france)</b>		
revenus de commissions (€)	8 600 000	8 500 000
revenus de commissions (\$)	12 000 000	11 000 000
effectif	232	171
points de vente	63	50
<b>anyway</b>		
revenus de commissions (€)	3 900 000	2 600 000
revenus de commissions (\$)	5 400 000	3 600 000
effectif	107	64
les voyagistes expéditifs		
<b>vacances air transat (france)</b>		
revenus (€)	120 000 000	108 000 000
revenus (\$)	166 000 000	149 000 000
effectif	156	150
voyageurs	119 000	125 000
<b>look voyages</b>		
revenus (€)	300 000 000	302 000 000
revenus (\$)	417 000 000	424 000 000
effectif	381	381
passagers	1 400 000	1 500 000
<b>brok'air</b>		
revenus (€)	11 000 000	16 000 000
revenus (\$)	15 000 000	23 000 000
effectif	62	81
les voyagistes réceptifs		
<b>tourgreece</b>		
revenus (€)	14 000 000	S.O.
revenus (\$)	19 000 000	S.O.
effectif	40	S.O.
le transport aérien		
<b>star airlines</b>		
revenus (€)	110 000 000	105 000 000
revenus (\$)	154 000 000	147 000 000
effectif	301	301
passagers	805 000	811 000

	canada	
les agences de voyages	2001	2000
<b>consultour</b>		
revenus du réseau (\$)	461 000 000	473 000 000
revenus de commissions (\$)	5 000 000	6 000 000
points de vente	211	158
<b>vacances tourbec</b>		
revenus du réseau (\$)	48 000 000	41 000 000
revenus de commissions (\$)	960 000	471 000
points de vente	35	30
<b>voyages exit</b>		
revenus de commissions (\$)	2 700 000	1 000 000
effectif	70	66
les voyagistes expéditifs		
<b>vacances air transat</b>		
revenus (\$)	745 000 000	661 000 000
effectif	448	477
voyageurs	780 000	797 000
<b>world of vacations/nolitour</b>		
revenus (\$)	511 000 000	440 000 000
effectif	266	331
voyageurs	496 000	494 000
<b>américanada</b>		
revenus (\$)	62 000 000	55 000 000
effectif	185	111
<b>rêvatours</b>		
revenus (\$)	7 300 000	S.O.
effectif	25	S.O.
voyageurs	7 000	S.O.
les voyagistes réceptifs		
<b>DMC transat</b>		
revenus (\$)	23 000 000	27 000 000
effectif	48	37
voyageurs	38 000	44 000
<b>air transat holidays USA</b>		
revenus (\$)	7 100 000	6 900 000
effectif	25	22
<b>jonview canada</b>		
revenus (\$)	100 000 000	S.O.
effectif	150	S.O.
voyageurs	165 000	S.O.
le transport aérien		
<b>air transat</b>		
revenus (\$)	801 000 000	725 000 000
effectif	2 029	2 366
passagers	3 300 000	3 300 000
<b>handlex</b>		
revenus (\$)	23 000 000	17 000 000
effectif	751	651

